

## MINISTRE DES FINANCES

## Versements anticipés. — Exercice d'imposition 1992

## INTRODUCTION

En principe, l'impôt afférent aux revenus professionnels des indépendants, administrateurs et associés ainsi que l'impôt des sociétés et, dans un cas particulier, l'impôt des personnes morales sont majorés d'un pourcentage déterminé.

Cette majoration peut toutefois être évitée en versant anticipativement cet impôt à des périodes bien déterminées.

Les autres contribuables (personnes physiques) qui, pour quelque motif que ce soit, doivent encore verser un supplément lors de la régularisation de leur situation fiscale, peuvent bénéficier d'une réduction (bonification) en payant totalement ou partiellement ce supplément anticipativement.

Ceci est également valable pour les indépendants, administrateurs et associés, mais uniquement en ce qui concerne la partie des versements anticipés qui dépasse le montant nécessaire pour échapper à la majoration visée au premier alinéa.

Cette matière fait l'objet des articles 89 à 91, 93bis, 129 et 138bis du Code des impôts sur les revenus et des articles 49 à 55, 183, § 3, et 186, § 1er, de l'arrêté royal d'exécution dudit Code, et de l'article 36 de la loi du 28.12.1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales.

PARTIE I - VERSEMENTS ANTICIPES NECESSAIRES POUR  
ECHAPPER A LA MAJORATIONCHAPITRE 1er - QUI EST CONCERNE PAR LA MAJORATION  
D'IMPOT ?

## I. PRINCIPES

Il s'agit :

- a) des habitants du royaume, ainsi que des non-résidents visés à l'article 150, § 2, C.I.R. (1), qui perçoivent des revenus professionnels imposables globalement et provenant d'une activité exercée en qualité :
  - d'associés actifs dans des sociétés de personnes;
  - d'administrateurs de sociétés par actions;
  - d'industriels, de commerçants ou d'agriculteurs;
  - de titulaires de professions libérales, charges, offices ou autres occupations lucratives (indépendantes);

(1) Code des impôts sur les revenus.

- b) des sociétés assujetties à l'impôt des sociétés;
- c) des intercommunales assujetties à l'impôt des personnes morales;
- d) des sociétés étrangères assujetties à l'impôt des non-résidents, qui se livrent à une exploitation ou à des opérations de caractère lucratif.
- e) des producteurs d'électricité soumis à la cotisation spéciale visée à l'article 35 de la loi du 28.12.1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales.

Ces personnes physiques et morales seront respectivement désignées ci-après sous les termes "indépendants" (voir a) ci-avant), "sociétés" (voir b) et d) ci-avant) et "intercommunales" (voir c) ci-avant).

## II. EXCEPTION

Aucune majoration n'est due par les jeunes indépendants, c'est-à-dire les indépendants qui se sont installés pour la première fois en 1989, en 1990 ou en 1991 dans une profession indépendante et qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans à la date du premier établissement.

## CHAPITRE 2 - EN QUOI CONSISTE LA MAJORATION D'IMPOT ?

### I. GENERALITES

La quotité de l'impôt afférente aux revenus imposables visés sub II ci-après est en principe majorée d'un pourcentage déterminé par référence au taux d'intérêt pratiqué par la Banque nationale de Belgique pour les avances et prêts sur effets publics autres que les certificats de Trésorerie.

### II. REVENUS DONNANT LIEU A LA MAJORATION

#### A. Dans le chef des indépendants

La majoration ne s'applique qu'à l'impôt afférent au montant net des rémunérations, bénéfices ou profits perçus dans le cadre d'une activité professionnelle d'indépendant à l'exclusion des revenus qui sont imposés distinctement.

#### B. Dans le chef des sociétés

La majoration s'applique à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents afférent à l'ensemble des revenus imposables (1).

Pour l'exercice d'imposition 1992, ces revenus imposables sont ceux :

- réalisés ou recueillis en 1991 par des sociétés qui tiennent leur comptabilité par année civile;

(1) La majoration est également applicable à la cotisation spéciale due par les producteurs d'électricité.

- afférents à un exercice comptable clôturé en 1992, avant le 31 décembre, pour les sociétés tenant leur comptabilité autrement que par année civile.

Toutefois, aucune majoration n'est applicable :

- aux cotisations distinctes sur certains accroissements d'avoirs;
- à la cotisation spéciale distincte sur les charges ou sommes non justifiées.
- aux cotisations spéciales se rapportant à des opérations réalisées avant le 1er janvier 1990 :
  - partage total de l'avoir social;
  - avantages de toute nature accordés par des sociétés en liquidation.

L'attention est attirée sur le fait que les règles visées ci-avant en matière de majoration s'appliquent également aux sociétés mises en liquidation à partir du 1.1.1990.

### *C. Dans le chef des intercommunales*

La majoration est également applicable à l'impôt des personnes morales dû par les intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a, du Code des impôts sur les revenus, dans la mesure où cet impôt se rapporte au montant total des sommes allouées ou attribuées par ces intercommunales à titre de dividendes ou d'éléments analogues ou similaires (autres que ceux provenant de la production et/ou de la distribution publique d'électricité) à toute société, association, établissement ou organisme quelconque possédant la personnalité juridique, à l'exclusion de ceux alloués ou attribués à l'Etat, aux provinces, aux agglomérations, aux fédérations de communes, aux communes, aux centres publics d'aide sociale aux centres publics intercommunaux d'aide sociale ainsi qu'à d'autres intercommunales, dont question au même article 94, alinéa 2, a. (1).

## III. CALCUL DE LA MAJORATION

### *A. Base de la majoration*

Le montant qui sert de base de calcul de la majoration est égal à 106 p.c. (100 p.c. pour les sociétés) de l'impôt dû sur les revenus donnant lieu à majoration, diminué, le cas échéant, des précomptes et autres éléments imputables (précompte immobilier, précompte mobilier, etc.) afférents à ces mêmes revenus.

### *B. Taux de la majoration*

Pour l'exercice d'imposition 1992, le taux de la majoration s'élève à 22,5 p.c.

### *C. Calcul de la majoration*

Pour obtenir le montant de la majoration globale due en principe, la base de la majoration est multipliée par 22,5 p.c.

(1) La majoration est également applicable à la cotisation spéciale due par les producteurs d'électricité.

Dans le cas d'une personne physique et des intercommunales, la majoration n'est cependant retenue qu'à concurrence de 90 p.c. (cette disposition n'est donc pas applicable pour les sociétés).

#### D. Remarque

Aucune majoration n'est due quand son montant n'atteint pas soit 1 p.c. de l'impôt qui sert de base de calcul, soit 1.000 F.

Les règles relatives à l'impôt des personnes physiques sont applicables, mutatis mutandis, aux revenus des intercommunales qui subissent la majoration (voir II, C, ci-avant).

### IV. EXEMPLES

#### A. Exemple 1

- Revenus professionnels nets estimés pour l'année 1991 d'un médecin célibataire et sans charge de famille : 500.000 F.
- Montant de l'impôt : 113.050 F.
- Base de calcul de la majoration :  
 $113.050 \text{ F} \times 106 \text{ p.c.} = 119.833 \text{ F}$
- Calcul de la majoration globale due en principe :  
 $119.833 \times 22,5 \text{ p.c.} = 26.962 \text{ F}$
- Réduction de 10 p.c. :  $26.962 \times 10 \text{ p.c.} = - 2.696 \text{ F}$
- Majoration due : 24.266 F

#### B. Exemple 2

- Bénéfice net d'une société dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile 1991 et qui n'est pas exclue du bénéfice des taux réduits : 6.000.000 F.
- Montant de l'impôt des sociétés après imputation des pré-comptes (492.000 F) : 1.708.000 F.
- Majoration globale due en principe :  
 $1.708.000 \text{ F} \times 22,5 \text{ p.c.} = 384.300 \text{ F}$

## CHAPITRE 3 — COMMENT EVITER LA MAJORATION ?

### I. PRINCIPE

En vue d'éviter la majoration d'impôt, les contribuables concernés doivent verser anticipativement l'impôt afférent aux revenus donnant lieu à majoration.

## II. COMMENT DETERMINER LE MONTANT DES VERSEMENTS ANTICIPES A EFFECTUER ?

Les indépendants, les sociétés et les intercommunales dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile (1) peuvent déterminer comme suit le montant des versements anticipés à effectuer pour l'année 1991 :

- 1° évaluer le montant des revenus pour lesquels l'impôt est soumis à majoration;
- 2° déterminer approximativement l'impôt qui serait dû sur le montant visé au 1° (les données reprises à la partie V ci-après permettront de calculer approximativement le montant de l'impôt);
- 3° uniquement pour les indépendants et les intercommunales (à l'exclusion donc des sociétés), multiplier cet impôt par 106/100;
- 4° soustraire, le cas échéant, les précomptes et autres éléments imputables y afférents (le résultat obtenu est, en principe, le montant qui doit être versé par avance);
- 5° diviser par quatre le montant de l'impôt annuel ainsi déterminé;
- 6° arrondir le quotient obtenu, de préférence au millier;
- 7° verser ce montant arrondi, chaque trimestre.

Le contribuable est cependant libre d'adopter une autre répartition pour ses versements.

Ainsi, il lui est loisible de payer, pour le premier trimestre déjà, un montant supérieur au quart de son impôt annuel présumé pour bénéficier directement de l'avantage le plus élevé -30 p.c. du montant effectivement payé- quitte à adapter, si cela s'avère nécessaire, l'un ou l'autre paiement ultérieur.

De même, le contribuable qui, pour l'une ou l'autre raison, n'aura pas versé suffisamment pour le premier trimestre par exemple, pourra combler cette insuffisance à l'occasion du versement suivant et limiter ainsi la majoration d'impôt qu'il subirait s'il ne redressait pas ses versements au fur et à mesure qu'il constaterait que ses prévisions initiales en la matière sont dépassées.

Quoi qu'il en soit, le contribuable a intérêt à payer, selon une répartition trimestrielle judicieusement choisie, une somme totale se rapprochant du montant de l'impôt qui sera dû en définitive de manière à ne devoir payer une majoration que sur le plus petit montant possible.

---

(1) Pour les sociétés qui tiennent une comptabilité autrement que par année civile, voir partie IV.

### III. QUAND FAUT-IL VERSER ?

Pour l'exercice d'imposition 1992, les versements anticipés doivent être effectués :

- pour le premier trimestre : au plus tard le 10 avril 1991;
- pour le deuxième trimestre : au plus tard le 10 juillet 1991;
- pour le troisième trimestre : au plus tard le 10 octobre 1991;
- pour le quatrième trimestre : au plus tard le 20 décembre 1991.

Ces quatre versements sont respectivement dénommés, de manière abrégée, VA 1, VA 2, VA 3 et VA 4.

## CHAPITRE 4 - CALCUL DE LA MAJORATION EN CAS D'INSUFFISANCE DE VERSEMENTS ANTICIPES

### I. GENERALITES

Dans ce cas, la majoration globale due en principe est réduite à concurrence du total des avantages attachés aux versements anticipés effectués.

Le solde n'est cependant retenu qu'à concurrence de 90 p.c. en ce qui concerne les personnes physiques et les intercommunales.

### II. DETERMINATION DES AVANTAGES ATTACHES AUX VERSEMENTS ANTICIPES

Pour l'exercice d'imposition 1992, le montant de ces avantages est égal à la somme des produits suivants :

- a) montant du VA 1 x 30 p.c.
- b) montant du VA 2 x 25 p.c.
- c) montant du VA 3 x 20 p.c.
- d) montant du VA 4 x 15 p.c.

Il est à noter que la moyenne de ces pourcentages correspond au taux de la majoration (22,5 p.c.).

En ce qui concerne les sociétés, les taux cités ci-avant sont applicables à tous les contribuables pour lesquels les versements anticipés sont étalés sur quatre trimestres (voir chapitre 3 ci-avant), c'est-à-dire :

- les sociétés pour lesquelles l'exercice comptable coïncide avec l'année civile;
- les sociétés dont les revenus résultent d'une comptabilité tenue autrement que par année civile et dont l'exercice comptable couvre une période égale ou supérieure à douze mois (voir partie IV, chapitre 2);

- les sociétés qui commencent leur activité professionnelle au cours du premier trimestre de l'année ou de l'exercice comptable (voir partie IV, chapitre 4);
- les sociétés dont la date de clôture de l'exercice comptable est modifiée, dont il est procédé à la dissolution ou dont la liquidation est clôturée au cours du dernier trimestre de l'année ou de l'exercice comptable (voir partie IV, chapitre 3).

### III. EXEMPLES

#### Exemple 1

- Montant présumé de l'impôt des personnes physiques dû par un indépendant sur ses revenus de l'année 1991 : 100.000 F.
- Versements anticipés effectués :
  - VA 1 : 20.000 F
  - VA 2 : 25.000 F
  - VA 3 : 35.000 F
  - VA 4 : 10.000 F
- Calcul de la majoration effectivement due :
  - Base de la majoration : 100.000 x 106 p.c. = 106.000 F.
  - Majoration globale due en principe :  
106.000 x 22,5 p.c. = 23.850 F
  - Avantages des V.A. effectués :
    - VA 1 : 20.000 x 30 p.c. = 6.000 F
    - VA 2 : 25.000 x 25 p.c. = 6.250 F
    - VA 3 : 35.000 x 20 p.c. = 7.000 F
    - VA 4 : 10.000 x 15 p.c. = 1.500 F
  - 20.750 F
  - Différence positive : 3.100 F
  - Réduction de 10 p.c. : 3.100 x 10 p.c. = 310 F
  - Majoration effectivement due : 2.790 F

#### Exemple 2

- Montant présumé de l'impôt des personnes physiques dû par un indépendant sur ses revenus nets de l'année 1991 : 300.000 F.
- Versements anticipés effectués :
  - VA 1 : 100.000 F
  - VA 2 : 105.000 F
  - VA 3 : néant
  - VA 4 : 80.000 F

- Calcul de la majoration effectivement due :	
- Base de la majoration : 300.000 x 106 p.c. =	318.000 F.
- Majoration globale due en principe :	
318.000 x 22,5 p.c. =	71.550 F
- Avantages des V.A. effectués :	
- VA 1 : 100.000 x 30 p.c. =	30.000 F
- VA 2 : 105.000 x 25 p.c. =	26.250 F
- VA 3 : 0 x 20 p.c. =	0 F
- VA 4 : 80.000 x 15 p.c. =	<u>12.000 F</u>
	<u>- 68.250 F</u>
- Différence positive :	3.300 F
- Réduction de 10 p.c. : 3.300 x 10 p.c. =	<u>- 330 F</u>
- Différence :	2.970 F

Comme cette différence (2.970 F) est inférieure à 1 p.c. de la base de la majoration (318.000 x 1 p.c. = 3.180 F), elle doit être ramenée à zéro.

- Majoration effectivement due : néant.

### Exemple 3

Cessation de l'activité professionnelle le 16 mai 1991.

- Revenus d'indépendant nets du 1.1.1991 au 16.5.1991 :	240.000 F.
- Contribuable non marié.	
- Personne à charge : 0.	
- Impôt servant de base au calcul de la majoration :	
16.000 x 106 p.c. =	16.960 F
- Versement anticipé effectué :	
- VA 1 :	9.200 F
- Calcul de la majoration effectivement due :	
- Majoration globale due en principe :	
16.960 x 22,5 p.c. =	3.816 F
- Avantages des VA effectués :	
VA 1 : 9.200 x 30 p.c. =	<u>- 2.760 F</u>
- Différence positive :	1.056 F
- Réduction de 10 p.c. : 1.056 x 10 p.c. =	<u>- 106 F</u>
- Différence :	950 F
Comme cette différence est inférieure à 1.000 F, elle doit être ramenée à zéro.	
- Majoration effectivement due :	néant.



*Exemple 4*

- Société dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile 1991 et qui n'est pas exclue du bénéfice des taux réduits.
- Bénéfice net : 6.000.000 F.
- Versements anticipés effectués :
  - le 10.4.1991 : néant (VA 1);
  - le 10.7.1991 : 500.000 F (VA 2);
  - le 10.10.1991 : 1.000.000 F (VA 3);
  - le 20.12.1991 : néant (VA 4).
- Précomptes non remboursables : 100.000 F.
- Précomptes remboursables : 392.000 F.
- Montant de l'impôt des sociétés (après imputation des pré-comptes) : 1.708.000 F.
- Mode de calcul de la majoration effectivement due :
  - Majoration globale due en principe :
 

1.708.000 F x 22,5 p.c. =	384.300 F
---------------------------	-----------
  - Avantages attachés aux V.A. effectués :
 

VA 2 : 500.000 F x 25 p.c. = 125.000 F	
VA 3 : 1.000.000 F x 20 p.c. = <u>200.000 F</u>	
	- 325.000 F
  - Majoration effectivement due : 59.300 F

*Exemple 5*

- Société dont la comptabilité couvre la période du 1.7.1991 au 30.6.1992.
- Bénéfice net : 18.000.000 F.
- Versements anticipés effectués :
  - le 10.10.1991 : 2.000.000 F (VA 1);
  - le 10.1.1992 : 1.500.000 F (VA 2);
  - le 10.4.1992 : 1.500.000 F (VA 3);
  - le 22.6.1992 : 1.300.000 F (VA 4).
- Précomptes non remboursables : 140.000 F.
- Précomptes remboursables : 80.000 F.
- Montant de l'impôt des sociétés (après imputation des pré-comptes) : 6.800.000 F.

- Mode de calcul de la majoration effectivement due :

- Majoration globale due en principe :  
6.800.000 x 22,5 p.c. = 1.530.000 F
- Avantages attachés aux V.A. effectués :
  - VA 1 : 2.000.000 x 30 p.c. = 600.000 F
  - VA 2 : 1.500.000 x 25 p.c. = 375.000 F
  - VA 3 : 1.500.000 x 20 p.c. = 300.000 F
  - VA 4 : 1.300.000 x 15 p.c. = 195.000 F
- 1.470.000 F
- Majoration effectivement due : 60.000 F

#### CHAPITRE 5 — QUEL EST LE SORT RESERVE AUX VERSEMENTS ANTICIPES EXCEDENTAIRES ?

Dans le chef des indépendants, les versements anticipés qui excèdent ceux qui sont nécessaires pour éviter la majoration d'impôt, peuvent donner droit à une bonification (voir partie II). Les versements les plus anciens seront, par priorité, censés être affectés à éviter la majoration.

En tout état de cause, pour tous les contribuables, l'excédent de versements anticipés qui n'est pas imputé sur l'impôt est remboursé.

#### PARTIE II - VERSEMENTS ANTICIPES DONNANT DROIT A LA BONIFICATION D'IMPOT

##### CHAPITRE 1er — QUI PEUT BENEFCIER DE LA BONIFICATION D'IMPOT ?

La bonification d'impôt peut être accordée à tous les habitants du Royaume, ainsi qu'aux non-résidents visés à l'article 150, § 2, C.I.R. qui, nonobstant l'imputation des précomptes, restent redevables d'un impôt sur leurs revenus.

A noter que les jeunes indépendants qui ne subissent pas la majoration d'impôt pour absence ou insuffisance de versements anticipés (voir partie I, chapitre 1er, II) peuvent également bénéficier de la bonification en cause.

##### CHAPITRE 2 — EN QUOI CONSISTE LA BONIFICATION D'IMPOT ?

###### I. REGLE

Une réduction d'impôt ou bonification est accordée aux personnes physiques qui acquittent, sous la forme de versements anticipés, le montant de l'impôt majoré de 106 p.c. qui excède les précomptes, en ce compris les versements anticipés nécessaires pour éviter la majoration d'impôt visée à la partie I.

Lorsque leur revenu imposable comprend des revenus avec majoration, les versements anticipés (en commençant par les plus anciens) sont affectés par priorité pour éviter cette majoration; ce n'est que le solde qui peut être pris en considération pour l'octroi d'une éventuelle bonification.

## II. MONTANT A VERSER

Le contribuable est évidemment libre de déterminer les montants qu'il souhaite verser anticipativement.

Il est cependant conseillé de verser chaque trimestre un quart du supplément d'impôt estimé.

## III. QUAND FAUT-IL VERSER ?

Pour l'exercice d'imposition 1992, les versements anticipés doivent être effectués :

- pour le premier trimestre : au plus tard le 10 avril 1991;
- pour le deuxième trimestre : au plus tard le 10 juillet 1991;
- pour le troisième trimestre : au plus tard le 10 octobre 1991;
- pour le quatrième trimestre : au plus tard le 20 décembre 1991.

Ces quatre versements sont respectivement dénommés, de manière abrégée, VA 1, VA 2, VA 3 et VA 4.

## CHAPITRE 3 - COMMENT SE CALCULE LA BONIFICATION ?

### I. PRINCIPES

Pour l'exercice d'imposition 1992, le montant de la bonification est égal à la somme des produits suivants :

- a) montant du VA 1  $\times$  15 p.c.
- b) montant du VA 2  $\times$  12,5 p.c.
- c) montant du VA 3  $\times$  10 p.c.
- d) montant du VA 4  $\times$  7,5 p.c.

A noter que la moyenne de ces pourcentages (11,25 p.c.) correspond à la moitié du taux de la majoration.

### II. EXEMPLES

#### Exemple 1

- L'impôt des personnes physiques dû par un employé sur ses revenus de 1991 s'élève à 100.000 F.
- Précomptes imputables :
  - précompte professionnel : 60.000 F
  - précompte immobilier : 10.000 F

## - Versements anticipés effectués :

- VA 1 : 7.000 F  
 - VA 2 : 7.000 F  
 - VA 3 : 7.000 F  
 - VA 4 : 7.000 F

Total : 28.000 F

## - Montant maximum d'impôt pour lequel une bonification peut être obtenue :

- 100.000 x 106 p.c. : 106.000 F  
 - précomptes : - 70.000 F  
 - Reste : 36.000 F

Etant donné que le supplément d'impôt dépasse les versements anticipés effectués (28.000 F), la totalité de ceux-ci donne droit à bonification.

## - Bonification :

- VA 1 : 7.000 x 15 p.c. = 1.050 F  
 - VA 2 : 7.000 x 12,5 p.c. = 875 F  
 - VA 3 : 7.000 x 10 p.c. = 700 F  
 - VA 4 : 7.000 x 7,5 p.c. = 525 F

- montant de la bonification = 3.150 F

- Impôt à payer (1) : 36.000 - 28.000 - 3.150 = 4.850 F.

*Exemple 2*

- L'impôt des personnes physiques dû par un fonctionnaire sur ses revenus de 1991 s'élève à 150.000 F.

## - Précomptes imputables :

- précompte professionnel : 110.000 F  
 - précompte immobilier : 10.000 F

## - Versements anticipés effectués :

- VA 1 : 10.000 F  
 - VA 2 : 10.000 F  
 - VA 3 : 10.000 F  
 - VA 4 : 10.000 F

- Total : 40.000 F

## - Montant maximum d'impôt pour lequel une bonification peut être obtenue :

- 150.000 x 106 p.c. : 159.000 F  
 - précomptes : 120.000 F  
 - Reste : 39.000 F

(1) A supposer que la taxe communale s'élève à 6 p.c.

Sur 40.000 F de V.A., 39.000 F seulement donnent droit à bonification (= montant du supplément).

- Bonification

- VA 1 : 10.000 x 15 p.c. =	1.500 F
- VA 2 : 10.000 x 12,5 p.c. =	1.250 F
- VA 3 : 10.000 x 10 p.c. =	1.000 F
- VA 4 : 9.000 x 7,5 p.c. =	675 F
- Montant de la bonification =	4.425 F

- Remboursement à accorder (1) :  
39.000 - 40.000 - 4.425 = 5.425 F

Exemple 3

- Un ménage est composé du mari commerçant et de l'épouse enseignante. L'impôt dû sur leurs revenus de 1991 s'élève à 500.000 F.

- L'impôt sur leurs revenus soumis à majoration, envisagés séparément, s'élève à 200.000 F.

- Précomptes imputables :

- précompte professionnel sur le salaire : 80.000 F

- Versements anticipés effectués :

- VA 1 :	70.000 F
- VA 2 :	70.000 F
- VA 3 :	70.000 F
- VA 4 :	70.000 F
- Total :	280.000 F

1. Calcul de la majoration (voir chapitre 2 de la partie I) :

- impôt sur les revenus soumis à majoration :	200.000 F
- base de calcul de la majoration : 200.000 x 106 p.c. :	212.000 F
- majoration globale : 212.000 x 22,5 p.c. :	47.700 F
- avantage du VA 1 : 70.000 x 30 p.c. :	- 21.000 F
Reste :	26.700 F
- avantage du VA 2 : 70.000 x 25 p.c. :	- 17.500 F
Reste :	9.200 F
- avantage du VA 3 : (9.200 F x $\frac{100}{20}$ ) x 20 p.c. = 46.000 x 20 p.c. :	- 9.200 F
Reste :	0
- total des V.A. nécessaires pour éviter la majoration : 70.000 + 70.000 + 46.000 = 186.000 F	

(1) A supposer que la taxe communale s'élève à 6 p.c.

2. Calcul de la bonification :

- impôt des personnes physiques dû : 500.000 F  
 - montant maximum d'impôt pour lequel une bonification peut être obtenue :  
 - 500.000 x 10% p.c. = 500.000 F  
 - précomptes : 80.000 F  
 - versements anticipés imputés en vue d'échapper à la majoration : - 186.000 F  
 Reste : 264.000 F  
 - Versements anticipés donnant droit à bonification :  
 280.000 - 186.000 = 94.000 F.  
 - Calcul de la bonification :  
 - VA 3 (solde) : 24.000 x 10 p.c. = 2.400 F  
 - VA 4 : 70.000 x 7,5 p.c. = 5.250 F  
 - Montant de la bonification : 7.650 F

3. Impôt à payer (1) : 264.000 - 94.000 - 7.650 = 162.350 F

PARTIE III-PROCEDURE

CHAPITRE 1er - COMMENT FAIRE UN VERSEMENT ANTICIPE ?

Les versements anticipés doivent être effectués, sous peine de déchéance, dans les délais fixés, par versement ou virement, au compte de chèques postaux n° 000-2002340-66 du service "Contributions-Versements anticipés, Bruxelles".

Pour le paiement, le contribuable est tenu d'utiliser les formules qui lui sont procurées par le Service des versements anticipés, Tour Finances, Boulevard du Jardin Botanique 50 bte 33, 1019 Bruxelles et sur lesquelles sont indiquées son nom et son numéro d'immatriculation.

Les formules de paiement, sur lesquelles le numéro d'immatriculation ne peut être modifié par le contribuable, ne peuvent être utilisées que par lui ou pour son compte étant donné que c'est ce numéro d'immatriculation qui détermine le contribuable dont le compte doit être crédité.

(1) A supposer que la taxe communale s'élève à 6 p.c.

## CHAPITRE 2 - MODIFICATION DE LA DESTINATION ORIGINALE D'UN VERSEMENT ANTICIPE

Pour autant que les paiements à valoir n'aient pas encore été imputés sur l'impôt sur les revenus dû par le contribuable au nom duquel ils ont été comptabilisés par le Service des Versements anticipés :

- 1° les tiers peuvent demander le redressement des erreurs matérielles qu'ils ont commises dans l'exécution des versements anticipés; ils doivent, pour cela, adresser une demande au Service des versements anticipés, au plus tard à la fin du deuxième mois qui suit la période imposable à laquelle le paiement anticipé se rapporte;
- 2° les contribuables peuvent demander que les versements anticipés soient totalement ou partiellement remboursés, transférés au compte de chèques postaux d'un bureau de recette des contributions ou reportés pour la période imposable suivante; les demandes de l'espèce doivent être introduites de la manière prévue au 1°.

Les délais fixés pour la modification de la destination originale d'un versement anticipé sont prolongés d'un mois à partir de l'envoi de l'extrait de compte V.A. (voir chapitre 3) à la condition que cet extrait soit renvoyé au Service des Versements anticipés en vue de son remplacement.

## CHAPITRE 3 - EXTRAIT DE COMPTE V.A.

A l'expiration du quatrième trimestre, le Service des Versements anticipés envoie aux contribuables intéressés un "extrait de compte V.A." sur lequel sont mentionnées toutes les opérations (paiements anticipés, remboursements, chèques faits avec mention de la date prise en considération) de la période imposable.

Le contribuable est tenu de joindre l'extrait de compte V.A. à la déclaration qu'il doit souscrire pour l'exercice d'imposition auquel se rapportent les paiements à valoir.

Si le contribuable n'est pas tenu de souscrire de déclaration, il doit faire parvenir l'extrait de compte V.A. au contrôleur en chef des contributions du ressort et ce, au plus tard le 1er juin de l'exercice d'imposition mentionné sur l'extrait.

## PARTIE IV - SOCIETES - CAS PARTICULIERS

## CHAPITRE 1er - PRINCIPE

Lorsque l'exercice comptable de production des revenus des sociétés ne coïncide pas entièrement avec l'année civile, le principe du versement anticipé trimestriel est également applicable dans les cas particuliers visés ci-après étant entendu qu'il convient de tenir compte des dispositions spéciales ci-après :

## 1. si l'exercice comptable :

- ne débute pas le premier jour d'un mois, ce mois n'est pas compté;
- ne se termine pas le dernier jour d'un mois, ce mois est compté pour un mois entier;

## 2. un trimestre commencé est compté pour un trimestre entier.

Ces deux dispositions doivent être envisagées dans leur ensemble. Autrement dit, un trimestre déterminé ne doit être compté pour un trimestre entier que s'il comprend au moins un mois considéré comme un mois entier.

## CHAPITRE 2 - SOCIETES QUI TIENNENT LEUR COMPTABILITE AUTREMENT QUE PAR ANNEE CIVILE

## I. EXERCICE COMPTABLE DE DOUZE MOIS

Quatre versements anticipés doivent être effectués, à concurrence, chaque fois, d'un quart du montant total de l'impôt.

Les paiements sont à effectuer au plus tard le dixième jour du quatrième, du septième et du dixième mois, et le vingtième jour du dernier mois de l'exercice comptable.

*Exemple* : Société dont l'exercice comptable va du 1.7.1991 au 30.6.1992 ou du 16.6.1991 au 15.6.1992.

Les quatre V.A. relatifs à l'exercice d'imposition 1992 doivent être effectués au plus tard aux dates suivantes :

- VA 1 : le 10.10.1991;
- VA 2 : le 10.1.1992;
- VA 3 : le 10.4.1992;
- VA 4 : le 22.6.1992.



**II. EXERCICE COMPTABLE D'UNE DUREE SUPERIEURE A DOUZE MOIS**

Dans ce cas, l'impôt doit également être acquitté au moyen de quatre versements anticipés d'un montant correspondant chaque fois au quart de cet impôt.

Quant aux dates ultimes de paiement, elles se déterminent comme si les bénéfices avaient été réalisés au cours des douze derniers mois de l'exercice comptable. La règle à appliquer est donc, selon le cas, la règle générale (voir partie I) ou la règle visée au titre I ci-avant.

*Exemple 1* : Société dont l'exercice comptable couvre la période allant du 1.11.1990 au 31.12.1991.

Les quatre V.A. relatifs à l'exercice d'imposition 1992 doivent être effectués au plus tard aux dates suivantes :

- VA 1 : le 10.4.1991;
- VA 2 : le 10.7.1991;
- VA 3 : le 10.10.1991;
- VA 4 : le 20.12.1991.

*Exemple 2* : Société dont l'exercice comptable couvre la période allant du 12.8.1991 au 31.10.1992.

Les quatre V.A. relatifs à l'exercice d'imposition 1992 doivent être effectués au plus tard aux dates suivantes :

- VA 1 : le 10.2.1992;
- VA 2 : le 11.5.1992;
- VA 3 : le 10.8.1992;
- VA 4 : le 20.10.1992.

**CHAPITRE 3 - EXERCICE COMPTABLE D'UNE DUREE INFERIEURE A DOUZE MOIS EN RAISON D'UNE MODIFICATION DE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE IMPOSABLE, DE LA DISSOLUTION OU DE LA CLOTURE DE LIQUIDATION****I. SOCIETES QUI TIENNENT LEUR COMPTABILITE PAR ANNEE CIVILE**

La règle à appliquer varie selon le trimestre au cours duquel la clôture de l'exercice comptable, la dissolution ou la clôture de la liquidation a lieu.

Dans un but pratique, les diverses éventualités, ainsi que la règle qui leur est propre, sont présentées ci-après sous forme de tableau.

Trimestre au cours duquel l'exercice comptable est clôturé	Règle à suivre	
	Nombre de versements anticipés à faire	Quotité de l'impôt total à payer et date ultime de paiement
Premier	Un	Totalité le 10 avril
Deuxième	Deux	1ère moitié le 10 avril 2ème moitié le 10 juillet
Troisième	Trois	1er tiers le 10 avril 2ème tiers le 10 juillet 3ème tiers le 10 octobre
Quatrième	Quatre	1er quart le 10 avril 2ème quart le 10 juillet 3ème quart le 10 octobre 4ème quart le 20 décembre

**Exemples :** Dissolution d'une société tenant une comptabilité par année civile :

- le 13 mars 1992 : l'impôt total doit être payé au plus tard le 10 avril 1992 (VA 4);
- le 15 mai 1992 : l'impôt doit être payé par moitié au plus tard le 10 avril 1992 (VA 3) et le 10 juillet 1992 (VA 4);
- le 12 octobre 1992 : l'impôt doit être payé par quart au plus tard le 10 avril 1992 (VA 1), le 10 juillet 1992 (VA 2), le 12 octobre 1992 (VA 3) et le 21 décembre 1992 (VA 4).

## II. SOCIÉTÉS QUI TIENNENT LEUR COMPTABILITÉ AUTREMENT QUE PAR ANNÉE CIVILE

Dans cette hypothèse, les dates des 10 avril, 10 juillet, 10 octobre et 20 décembre, citées dans le tableau repris sub I ci-avant, sont à remplacer respectivement par celles du dixième jour du quatrième, du septième et du dixième mois, et du vingtième jour du dernier mois de l'exercice comptable normal de 12 mois.

### Exemple

Une société qui clôture annuellement ses écritures le 31 mai décide, lors de son assemblée générale du 15.10.1991 de clôturer désormais et pour la première fois en 1991 sa comptabilité le 31 décembre. L'exercice comptable s'étend donc du 1.6.1991 au 31.12.1991.

Cette société doit effectuer les versements anticipés suivants :

- le 1er tiers : le 10.9.1991 (VA 2);
- le 2ème tiers : le 10.12.1991 (VA 3);
- le 3ème tiers : le 10.3.1992 (VA 4).

**CHAPITRE 4 - EXERCICE COMPTABLE D'UNE DURÉE INFÉRIEURE  
A DOUZE MOIS EN RAISON DU DÉBUT DE L'ACTIVITÉ  
PROFESSIONNELLE**

**I. SOCIÉTÉS QUI TIENNENT LEUR COMPTABILITÉ PAR ANNÉE CIVILE**

La règle à appliquer varie selon le trimestre au cours duquel l'activité professionnelle a été commencée. Le tableau ci-après récapitule les diverses éventualités et la règle qui leur est applicable.

Trimestre de la constitution	Règle à suivre	
	Nombre de versements anticipés à faire	Quotité de l'impôt total à payer et date ultime de paiement
Premier	Quatre	1er quart le 10 avril 2ème quart le 10 juillet 3ème quart le 10 octobre 4ème quart le 20 décembre
Deuxième	Trois	1er tiers le 10 juillet 2ème tiers le 10 octobre 3ème tiers le 20 décembre
Troisième	Deux	1ère moitié le 10 octobre 2ème moitié le 20 décembre
Quatrième	Un	Totalité le 20 décembre

**Exemple 1 :** Constitution le 16 mai 1991 d'une société tenant une comptabilité par année civile et dont le premier exercice comptable est clôturé le 31 décembre 1991 :

- le mois de mai n'est pas compté puisqu'il n'est pas complet;
- le début de l'activité professionnelle se situe au cours du deuxième trimestre puisque celui-ci compte au moins un mois complet;
- l'impôt total doit en conséquence être payé anticipativement, à concurrence chaque fois d'un tiers de son montant, au plus tard le 10 juillet, le 10 octobre et le 20 décembre 1991.

*Exemple 2* : Mêmes données que dans l'exemple 1, mais constitution le 14 juin 1991 :

- le mois de juin n'est pas compté puisqu'il n'est pas complet;
- le début de l'activité professionnelle est dès lors censé se situer au cours du troisième trimestre;
- l'impôt total doit en conséquence être payé anticipativement, par moitié, au plus tard le 10 octobre et le 20 décembre 1991.

## II. SOCIÉTÉS QUI TIENNENT LEUR COMPTABILITÉ AUTREMENT QUE PAR ANNÉE CIVILE

Dans cette hypothèse, les dates des 10 avril, 10 juillet, 10 octobre et 20 décembre, citées dans le tableau repris sub I ci-avant, sont à remplacer respectivement par celles du dixième jour du quatrième, du septième et du dixième mois, et du vingtième jour du dernier mois de l'exercice comptable.

### *Exemple*

Constitution le 14.6.1991 d'une société qui ne tient pas sa comptabilité par année civile et qui clôture pour la première fois ses écritures le 31.3.1992 :

- le mois de juin n'est pas compté puisqu'il n'est pas complet;
- le début de l'activité professionnelle est dès lors censé se situer au cours du deuxième trimestre;
- l'impôt total doit en conséquence être payé anticipativement, par tiers, au plus tard le 10.10.1991, le 10.1.1992 et le 20.3.1992.

## CHAPITRE 5 - TAUX ET POURCENTAGES APPLICABLES DANS LES CAS SPÉCIAUX

Sont visés ici :

- les cas où, en raison de la modification de la date de clôture de l'exercice comptable, de la dissolution ou de clôture de la liquidation d'une société, l'exercice comptable a une durée inférieure à 12 mois (voir chapitre 3);
- les cas de début de l'activité d'une société dont le premier exercice comptable a une durée inférieure à douze mois (voir chapitre 4).

Pour l'exercice d'imposition 1992, il y a lieu de tenir compte de ce qui suit.

Les trimestres doivent être déterminés eu égard aux dispositions spéciales prévues aux chapitres 3 et 4, ci-avant.

La majoration globale qui serait due en l'absence de versement anticipé n'est pas calculée au taux de 22,5 p.c., mais varie :

- selon la durée, exprimée en trimestres, de l'exercice comptable;
- selon le rang que chaque trimestre occupe ou est censé occuper.

Dans un but pratique, le pourcentage de majoration globale est présenté ci-après, sous forme de tableau.

Quant au calcul des avantages procurés par les versements anticipés, il s'effectue, comme dans les cas ordinaires, au taux de 10, de 25, de 20 ou de 15 p.c., selon que le paiement est ou est censé être relatif au 1<sup>er</sup>, au 2<sup>ème</sup>, au 3<sup>ème</sup> ou au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année, étant entendu que le rang des trimestres doit être déterminé comme suit :

Durée de l'exercice comptable (en trimestres)	Rang du ou des trimestres	Majoration globale due en principe si aucun versement anticipé n'a été effectué
Un trimestre	4	15 p.c.
Deux trimestres	3 + 4	17,5 p.c.
Trois trimestres	2 + 3 + 4	20 p.c.

**Exemple :**

- Société qui tient une comptabilité par année civile et qui a été dissoute (ou dont la liquidation a été clôturée) le 30.9.1992;

- Bénéfice net : 2.600.000 F.

- Versements anticipés effectués :

le 10.4.1992 : 200.000 F (VA 2);

le 19.7.1992 : 200.000 F (VA 3);

le 12.10.1992 : 200.000 F (VA 4).

- Prélèvements non remboursables et remboursables : 50.000 F.

- Montant de l'impôt des sociétés (après imputation des prélèvements et dans l'hypothèse où la société n'est pas exclue du bénéfice des taux réduits) : 806.000 F.

- Mode de calcul de la majoration :

- Majoration globale :  
 $806.000 \text{ F} \times 20 \text{ p.c.} = 161.200 \text{ F}$

- Avantages attachés aux VA effectués :

VA 2 :  $200.000 \times 25 \text{ p.c.} = 50.000 \text{ F}$

VA 3 :  $200.000 \times 20 \text{ p.c.} = 40.000 \text{ F}$

VA 4 :  $200.000 \times 15 \text{ p.c.} = 30.000 \text{ F}$

- 120.000 F

- Majoration effectivement due : 41.200 F

## PARTIE V - CALCUL DE L'IMPOT

## CHAPITRE 1er - IMPOT DES PERSONNES PHYSIQUES

## I. REGIME D'IMPOSITION

## A. Rappel

Pour déterminer la quotité de l'impôt des personnes physiques susceptible d'engendrer une majoration, il ne faut prendre en considération que les revenus d'indépendant visés au chapitre 2, II, de la partie I.

## B. Contribuables isolés

Pour les isolés, les revenus nets imposables sont soumis à l'impôt sur la base des règles reprises sub II ci-après. Les personnes mariées sont considérées comme des isolés pour l'année du mariage, du divorce, de la séparation de corps ou du décès de l'un des conjoints et pour les années qui suivent celle au cours de laquelle est intervenue une séparation de fait.

## C. Contribuables mariés

## 1. Principes

Les revenus professionnels des conjoints ne sont jamais cumulés. Si un des conjoints a peu ou pas de revenus professionnels propres, une quote-part des revenus professionnels de l'autre conjoint lui est transférée et est alors traitée comme un revenu professionnel propre.

A noter que la quote-part des revenus professionnels qui est attribuée au conjoint aidant est assimilée à un revenu professionnel propre de ce dernier.

Il existe donc toujours deux bases imposables distinctes :

- la première est constituée du revenu professionnel personnel le plus bas (revenu séparé);
- la deuxième se compose de la somme du revenu professionnel le plus haut et de tous les autres revenus (propres ou communs) des deux conjoints (revenu restant du ménage).

Chacune des deux bases d'imposition est soumise, indépendamment de l'autre, aux différents taux d'imposition et peut bénéficier d'une quotité exemptée (cf. sub II ci-après).

2. *Un seul des conjoints bénéficie de revenus professionnels propres*

Lorsqu'un seul des conjoints bénéficie d'un revenu professionnel propre, une quote-part est attribuée à l'autre conjoint. Elle s'élève à 30 p.c. du montant de ce revenu, sans toutefois pouvoir excéder 288.000 F. La quote-part attribuée est donc toujours égale à 288.000 F lorsque le revenu professionnel atteint 960.000 F.

**Exemples**

- 1° revenu professionnel : 500.000 F; la quote-part qui peut être attribuée s'élève à 150.000 F ( $500.000 \times 30$  p.c.).
- 2° revenu professionnel : 1.000.000 F; la quote-part à transférer est égale à 288.000 F.

3. *Les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels propres*

En l'occurrence, deux hypothèses doivent être envisagées :

**1ère hypothèse :** le montant des revenus professionnels du conjoint qui en a le moins n'atteint pas 30 p.c. du total des revenus professionnels du ménage, ni 288.000 F.

Dans ce cas, une quote-part des revenus du conjoint qui en a le plus est transférée à l'autre de manière à ce que les revenus de ce dernier atteignent soit la limite de 30 p.c. des revenus professionnels du ménage, soit 288.000 F (application du quotient conjugal).

**Exemple**

- 1° - Revenus professionnels :
- du mari : 600.000 F
  - de l'épouse : 100.000 F
- Quotité des revenus professionnels du mari à transférer à l'épouse :  $(600.000 + 100.000) \times 30$  p.c. =  $100.000 + 210.000 = 100.000 + 110.000$  F.
- Les revenus professionnels du ménage seront donc répartis comme suit :
- mari :  $600.000 - 110.000 = 490.000$  F
  - épouse :  $100.000 + 110.000 = 210.000$  F
- 2° - Mêmes données, sauf que le mari a recueilli des revenus professionnels nets de 900.000 F.
- Quotité des revenus professionnels du mari à transférer à l'épouse :  $(900.000 + 100.000) \times 30$  p.c. =  $300.000$  F à limiter à 288.000 F, soit  $288.000 - 100.000 = 188.000$  F.

- Les revenus professionnels du ménage seront donc répartis comme suit :

- mari :  $900.000 - 188.000 = 712.000$  F

- épouse :  $100.000 + 188.000 = 288.000$  F

2ème hypothèse : le montant des revenus professionnels du conjoint qui en a le moins atteint 30 p.c. du total des revenus professionnels du ménage OU 288.000 F.

En pareille hypothèse, aucun transfert de revenus ne peut être opéré.

#### Exemples

Aucun transfert de revenus ne peut être opéré lorsque les revenus professionnels se présentent comme suit :

Revenus du mari	Revenus de l'épouse
400.000 F	175.000 F
400.000 F	280.000 F
1.000.000 F	288.000 F

## II. REGLES DU CALCUL DE L'IMPOT

### A. GENERALITES

Pour calculer l'impôt, il faut en principe procéder chaque fois aux opérations suivantes :

- calculer l'impôt compte tenu du barème figurant ci-après;
- déterminer l'impôt afférent à la quotité exemptée visée sub C ci-après;
- calculer l'impôt réellement dû en effectuant la différence entre ces deux impôts et en déduisant du solde les précomptes et autres éléments imputables.

Pour les contribuables mariés, l'impôt est calculé distinctement pour chacune des bases imposables.



## B. BAREME

Base imposable	Impôt correspondant
Inférieure à 245.001 F	25 p.c.
comprise entre 245.000 F et 325.001 F	61.250 F + 30 p.c. de la tranche dépassant 245.000 F
" " 325.000 F et 464.001 F	85.250 F + 40 p.c. de la tranche dépassant 325.000 F
" " 464.000 F et 1.067.001 F	140.850 F + 45 p.c. de la tranche dépassant 464.000 F
" " 1.067.000 F et 1.600.001 F	412.200 F + 50 p.c. de la tranche dépassant 1.067.000 F
" " 1.600.000 F et 2.347.001 F	678.700 F + 52,5 p.c. de la tranche dépassant 1.600.000 F
supérieure à 2.347.000 F	1.070.875 F + 55 p.c. de la tranche dépassant 2.347.000 F

Ce barème ne tient pas compte de la taxe communale, ni de la taxe d'ajonction, ni de la quotité exemptée (voir C ci-après).

## C. QUOTITE EXEMPTÉE

## 1. Généralités

Tous les contribuables ont droit à une quotité exemptée d'impôt. Le montant de cette quotité exemptée varie toutefois en fonction de la situation familiale du contribuable.

Cette quotité exemptée est imputée sur les tranches inférieures de revenus, à commencer par celle de 25 p.c., puis celle de 30 p.c., etc.

## 2. Montants de base

Les montants de base de la quotité exemptée sont :

- pour les isolés : 176.000 F;
- pour des conjoints : 139.000 F chacun.

## 3. Majoration pour enfants à charge

La quotité exemptée est majorée des montants ci-après pour enfants à charge :

- un enfant : 37.000 F
- deux enfants : 96.000 F
- trois enfants : 216.000 F
- quatre enfants : 349.000 F
- cinq enfants et plus : 349.000 F + 133.000 F  
par enfant au delà du  
quatrième.

4. Imputation

Quand des époux ont droit à des majorations de la quotité exemptée, celles-ci sont imputées par priorité sur le revenu restant du ménage. Le solde éventuel non imputé est transféré sur l'autre base d'imposition (le revenu séparé).

D. METHODE DE CALCUL SIMPLIFIEE DE L'IMPOT

1. Remarque préalable

Les présentes règles ont pour but, non pas de calculer l'impôt avec exactitude, mais de permettre, dans la majorité des cas, d'évaluer rapidement l'impôt avec assez de précision.

2. Impôt dû par les isolés et les époux lorsqu'un seul des conjoints a recueilli des revenus professionnels

Revenu professionnel net	Impôt dû par des	
	A. Isolés	B. Epoux lorsqu'un seul des conjoints a recueilli des revenus professionnels
200.000	6.050	0
250.000	18.750	0
300.000	35.750	5.500
350.000	55.250	18.500
400.000	77.250	32.250
450.000	99.250	48.500
500.000	123.050	63.250
550.000	135.550	81.500
600.000	158.050	98.750
650.000	180.550	115.500
700.000	202.050	135.500
750.000	225.550	155.050
800.000	248.050	174.550
850.000	270.550	194.550
900.000	299.050	214.550
950.000	311.550	235.050
1.000.000	338.050	257.100
1.050.000	356.550	278.400
1.100.000	384.750	302.100
1.150.000	409.750	324.400
1.200.000	434.750	347.100
1.250.000	458.750	369.600
1.300.000	484.750	392.100
1.350.000	509.750	414.600
1.400.000	534.750	439.100
1.450.000	559.750	464.100
1.500.000	584.750	489.100

Remarque : Lorsqu'un des conjoints a recueilli un revenu professionnel qui n'atteint pas 10 p.c. du total des revenus professionnels du ménage ou 288.000 F, le barème B s'applique à ce total (p. ex. : revenu du mari : 700.000 F; revenu de son épouse : 100.000 F; prendre l'impôt sur 800.000 F).

### 3. Impôt dû par les époux lorsque les deux conjoints ont bénéficié de revenus professionnels

Lorsque les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels propres, ou lorsqu'un des conjoints bénéficie d'un revenu d'aidant (partie des revenus d'indépendant attribuée au conjoint aidant) de plus de 30 p.c. du revenu de l'autre conjoint ou de plus de 288.000 F, l'impôt total dû est estimé en calculant sur le revenu de chaque conjoint, l'impôt applicable aux isolés (voir sub 2, Barème A) augmentés d'un complément d'impôt de 18.500 F.

### 4. Réductions pour enfants à charge

Sur l'impôt ainsi calculé, les réductions suivantes pour enfants à charge sont appliquées :

Nombre d'enfants à charge	Réductions d'impôt accordées aux	
	A. Isolés	B. Epoux
1	9.250	9.250
2	25.350	24.000
3	68.050	62.500
4	124.300	116.900
5	184.150	176.750
6	244.000	236.400
7	303.850	296.450

### 5. Exemple

Revenus nets du ménage :

- revenus professionnels nets du mari : 800.000 F;
- revenus professionnels nets de l'épouse : 500.000 F.

Enfants à charge : 3.

Calcul de l'impôt estimé

- sur les revenus du mari (voir sub 2, barème A)	: 248.050 F
- sur les revenus de l'épouse (voir même barème)	: 113.050 F
	sous-total : 361.100 F
+ complément (voir 3 ci-avant)	+ 18.500 F
	sous-total : 379.600 F
- réduction pour 3 enfants à charge (voir sub 4, barème B)	- 62.500 F
Impôt (1) estimé du ménage :	317.100 F

(1) Avant application de la taxe communale et de la taxe d'agglomération éventuelle.

**CHAPITRE 2 - IMPOT DES SOCIETES ET IMPOT DES  
NON-RESIDENTS/SOCIETES****I. REMARQUE LIMINAIRE**

Pour la supputation de l'impôt des sociétés et de l'impôt des non-résidents/sociétés, il n'est pas possible de publier des tableaux détaillés donnant le montant exact qui sera dû pour l'exercice d'imposition 1992 dans toutes les hypothèses qui peuvent se présenter.

Les données suivantes permettront cependant de calculer approximativement le montant de l'impôt pour ledit exercice d'imposition.

**II. TARIF D'IMPOSITION.****A. Impôt des sociétés pouvant donner lieu à majoration****I Revenus imposables**

- a) Sociétés belges par actions et personnes morales de droit belge y assimilées.

Les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions, ainsi que les sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques constitués en Belgique autrement que sous l'une des formes prévues au Code de commerce, sont imposables sur le montant total :

- des bénéfices réservés;
- des dépenses non admissibles;
- et des dividendes, c'est-à-dire les bénéfices distribués aux actions ou parts dans des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions ou les bénéfices distribués aux capitaux engagés dans les sociétés, associations, etc. assimilées aux sociétés par actions de droit belge (1);

et ce, après les déductions légales et exclusion des accroissements d'avoirs imposables distinctement.

(1) Dans les sociétés qui, au cours de chacune des années 1982 et 1993 ont été constituées ou ont procédé à des augmentations de leur capital, les revenus attribués aux actions ou parts de capitaux investis, représentatives d'apports en numéraire effectués à l'occasion de ces opérations, peuvent en vertu de dispositions légales temporaires, être exclus des bénéfices sociaux pour un certain nombre d'exercices comptables, dans la mesure où ces revenus n'excèdent pas un certain pourcentage du capital social réellement libéré.  
Une telle mesure est également applicable aux sociétés novatrices et aux sociétés établies dans une zone de reconversion.

- b) Sociétés commerciales belges autres que les sociétés par actions.

Ces sociétés sont imposables sur le montant total :

- des bénéfices réservés;
- des dépenses non admises;
- des revenus de capitaux investis, c'est-à-dire les bénéfices distribués aux associés actifs et non actifs en rémunération des capitaux investis par ces associés dans la société (1), ainsi que les intérêts des avances faites à la société -sauf si celle-ci est une société coopérative agréée par le Conseil national de la Coopération- par les associés ou leur conjoint, ainsi que par leurs enfants, lorsque les associés ou leur conjoint ont la jouissance légale des revenus de ceux-ci,

et ce, après les déductions légales et exclusion des accroissements d'avoirs imposables distinctement.

## 2 Taux

Le taux de l'impôt des sociétés est fixé à 39 p.c.

Lorsque le revenu imposable n'excède pas 13.000.000 francs, l'impôt est toutefois fixé comme suit :

- sur la tranche de 0 à 1 million de francs : 28 p.c.;
- sur la tranche de 1 million de francs à 3.600.000 francs : 36 p.c.;
- sur la tranche de 3.600.000 francs à 13.000.000 francs : 41 p.c.

Ces taux réduits ne sont cependant pas applicables aux :

- sociétés financières visées à l'article 113, § 2, du Code des impôts sur les revenus;
- aux sociétés (autres que les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la coopération) dont les parts représentatives de droits sociaux sont détenues à concurrence d'au moins la moitié par une ou plusieurs autres sociétés;
- aux sociétés dont les bénéfices distribués visés soit à l'article 98, soit à l'article 100, 2°, du Code précité, excèdent 13 p.c. du capital social réellement libéré restant à rembourser au début de la période imposable, y compris les primes d'émission et les avances consenties depuis au moins un an visées à l'article 15, alinéa 2, 2°, de ce Code.

(1) Dans les sociétés qui, au cours de chacune des années 1982 et 1983 ont été constituées ou ont procédé à des augmentations de leur capital, les revenus attribués aux actions ou parts de capitaux investis, représentatives d'apports en numéraire effectués à l'occasion de ces opérations, peuvent en vertu de dispositions légales temporaires, être exclus des bénéfices sociaux pour un certain nombre d'exercices comptables, dans la mesure où ces revenus n'excèdent pas un certain pourcentage du capital social réellement libéré.  
Une telle mesure est également applicable aux sociétés novatrices et aux sociétés établies dans une zone de reconversion.

Enfin l'article 127 du même Code prévoit que le taux de l'impôt des sociétés est fixé :

- à 21,5 p.c. pour la Caisse nationale de crédit professionnel, l'Institut national de crédit agricole, l'Office central de la petite épargne, l'Office central de crédit hypothécaire et l'Office belge de l'économie et de l'agriculture;
- à 5 p.c. pour les caisses de crédit agréées par l'Institut national de crédit agricole, les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel, les sociétés commerciales locales et les fédérations régionales ou professionnelles de ces sociétés, admises à fournir des crédits à l'outillage artisanal en vertu de la loi du 29 mars 1929;
- à 5 p.c. pour la Société nationale de logement et la Société nationale terrienne, ainsi que pour les sociétés agréées par elles, pour la société coopérative "Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique", pour le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie et pour le Fonds fédéral du logement des familles nombreuses et pour les sociétés anonymes ou coopératives agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraite et ayant pour objet exclusif de faire des prêts en vue de la construction, de l'achat ou de l'aménagement d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, ainsi que de leur équipement mobilier approprié.

#### **B Impôt des non-résidents/sociétés**

Le taux de cet impôt est fixé à 43 p.c.

### **CHAPITRE 3.- IMPÔT DES PERSONNES MORALES RELATIF AUX INTERCOMMUNALES**

En vertu de l'article 137, § 4, du Code des impôts sur les revenus, les intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a. du Code précité, sont également imposables sur le montant total des sommes allouées ou attribuées à titre de dividendes ou d'éléments analogues ou similaires à toute société, association, établissement ou organisme quelconque possédant la personnalité juridique, à l'exclusion de ceux alloués ou attribués à l'Etat aux provinces, aux agglomérations, aux fédérations de communes, aux communes, aux centres publics d'aide sociale, aux centres publics intercommunaux d'aide sociale, ainsi qu'à d'autres intercommunales dont question au même article 94, alinéa 2, a.

Selon l'article 39 de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales, la cotisation suvisée n'est pas applicable aux associations intercommunales en ce qui concerne aussi bien leurs activités soumises à la cotisation spéciale que leurs activités exercées dans le domaine de la distribution publique d'électricité.

Suivant l'article 138, alinéa 2, 6°, du même Code, l'impôt sur les sommes suvisées est calculé au taux de 15 p.c.

Enfin, l'article 138bis du Code précité dispose que cet impôt est éventuellement majoré comme il est prévu aux articles 89 à 91 du même Code, en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés visés auxdits articles. Cette majoration est, par conséquent, calculée suivant les règles applicables en matière d'impôt des personnes physiques.

**CHAPITRE 4.- IMPOT FORFAITAIRE SUR LES PRODUCTEURS  
D'ELECTRICITE (articles 34 à 38 de la loi du  
28 décembre 1990 relative à certaines dispositions  
fiscales et non fiscales -  
Moniteur belge du 29.12.1990).**

**Article 34.**

Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

- producteurs d'électricité : les sociétés soumises à l'impôt belge des sociétés, les associations intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a), du Code des impôts sur les revenus, les régies et services communaux et les non-résidents visés à l'article 139, 2°, du même Code qui disposent d'un établissement belge au sens de l'article 141 du même Code dont l'activité consiste principalement ou accessoirement en la production d'électricité en vue de sa vente;
- consommateurs ultimes de la distribution : les clients de haute et basse tension établis en Belgique qui achètent de l'électricité pour leur consommation personnelle auprès d'associations intercommunales visées à l'article 94, alinéa 2, a), du Code des impôts sur les revenus, des concessionnaires et des services et régies communaux dont l'activité principale ou accessoire consiste en la distribution publique d'électricité;
- responsabilité du producteur : la responsabilité du producteur consiste à garantir directement ou indirectement l'énergie électrique aux consommateurs ultimes, tant par la production d'électricité à l'aide des moyens de production propres, des moyens de production mis à sa disposition par des tiers ou par des centrales financées en commun dans lesquelles il participe aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, que par l'achat d'électricité dans le pays et à l'étranger à des producteurs qui ne sont pas soumis à la cotisation spéciale visée à l'article 35 et la vente d'électricité à des personnes physiques ou morales étrangères non soumises à cette cotisation spéciale pour autant et dans la mesure où ces personnes étrangères vendent de l'électricité en Belgique à des personnes autres que des producteurs d'électricité.

En ce qui concerne la vente entre producteurs d'électricité dans le cadre "d'échange-coordination", l'acheteur supporte la responsabilité de producteur.

Article 35.

§ 1er. Une cotisation spéciale est établie dans le chef des producteurs d'électricité. Cette cotisation est calculée au taux de 39 p.c. La base imposable est égale à 8,5 p.c. de la différence entre d'une part, les revenus, hors taxe sur la valeur ajoutée, de la vente d'électricité à des consommateurs ultimes de la distribution et d'autre part le coût des combustibles utilisés pour produire l'électricité vendue à ces consommateurs ultimes.

§ 2. La quotité de la base imposable précitée qui doit être prise en considération, par producteur d'électricité, pour le calcul de la cotisation spéciale correspond à sa part dans le total des ventes d'électricité de tous les producteurs d'électricité à des consommateurs ultimes du Royaume pour laquelle il a la responsabilité de producteur.

§ 3. ....

§ 4. Les dispositions du titre VII du Code des impôts sur les revenus sont applicables à la cotisation spéciale.

Article 36.

La cotisation spéciale visée à l'article 35 est majorée de la façon prévue aux articles 89 et 91 du Code des impôts sur les revenus en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés visés auxdits articles. Les dispositions de l'article 89, §§ 6 et 10 du même Code ne sont toutefois pas applicables.

Les versements anticipés sont imputés sur la cotisation spéciale et le solde est restitué si ce montant est de 100 francs ou moins.



## MINISTERIE VAN FINANCIEN

## Voorafbetalingen. — Aanslagjaar 1992

## INLEIDING

In beginsel wordt de belasting betreffende de beroepsinkomsten van zelfstandigen, bestuurders en vennoten, alsmede de vennootschapsbelasting en in een bepaald geval de rechtspersonenbelasting, met een bepaald percentage vermeerderd.

Die vermeerdering kan evenwel worden vermeden door die belasting op welbepaalde tijdstippen vooraf te betalen.

De andere belastingplichtigen (natuurlijke personen) die om welke reden dan ook bij de regularisatie van hun fiscale toestand nog een supplement moeten betalen, kunnen een vermindering (bonificatie) krijgen door dat supplement geheel of gedeeltelijk vooraf te betalen.

Dit geldt ook voor de zelfstandigen, bestuurders en vennoten, doch enkel met betrekking tot het gedeelte van de voorafbetalingen dat niet nodig is om de in het eerste lid bedoelde vermeerdering te vermijden.

Deze materie is het voorwerp van de artikelen 89 tot 91, 93bis, 129 en 138bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, van de artikelen 49 tot 55, 183, § 3, en 186, § 1, van het koninklijk besluit tot uitvoering van voormeld wetboek en van artikel 36 van de wet van 28.12.1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen.

## DEEL I - VOORAFBETALINGEN DIE ERTOE STREKKEN EEN VERMEERDERING TE VERMIJDEN

## HOOFDSTUK 1. - WIE IS ONDERWORPEN AAN BELASTINGVERMEERDERING ?

## I. ALGEMEEN

Het gaat om :

- a) de rijksinwoners en de in artikel 150, § 2 W.I.B. (1) bedoelde niet-verblijfhouders, indien zij gezamenlijk belastbare beroepsinkomsten genieten die voortkomen van een werkzaamheid uitgeoefend als :
- werkend vennoot in een personenvennootschap;
  - bestuurder van een vennootschap op aandelen;
  - nijveraar, handelaar of landbouwer;
  - beoefenaar van een vrij beroep, ambt, post of andere (zelfstandige) winstgevende bezigheid;

(1) Wetboek van de inkomstenbelastingen;

- b) vennootschappen onderworpen aan de vennootschapsbelasting;
- c) intercommunales onderworpen aan de rechtspersonenbelasting;
- d) buitenlandse vennootschappen onderworpen aan de belasting der niet-verblijfhouders, die zich bezighouden met een exploitatie of met verrichtingen van winstgevende aard;
- e) elektriciteitsproducenten onderworpen aan de bijzondere aanslag als bedoeld in artikel 35 van de wet van 28.12.1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen.

Deze natuurlijke en rechtspersonen worden hierna respectievelijk "zelfstandigen" (zie a hiervoor), "vennootschappen" (zie b en d hiervoor) en "intercommunales" (zie c hiervoor) genoemd.

## II. UITSCHEIDING

Geen vermeerdering is verschuldigd door de jonge zelfstandigen, dit wil zeggen de zelfstandigen die zich in 1989, 1990 of 1991 voor de eerste maal in een zelfstandig beroep hebben gevestigd en op de datum van die eerste vestiging de leeftijd van 35 jaar niet hebben overschreden.

## HOOFDSTUK 2 - WAARUIT BESTAAT DE BELASTINGVERMEERDERING ?

### I. GROMDBEGINSLEN

Het gedeelte van de belasting dat betrekking heeft op de sub II hierna bedoelde belastbare inkomsten wordt in principe vermeerderd met een percentage dat wordt bepaald met inachtneming van de rentevoet die de Nationale Bank van België toepast voor voorschotten en beleningen op overheidsfondsen die geen schatkistcertificaten zijn.

### II. VOOR VERMEERDERING VATABARE INKOMSTEN

#### A. Zelfstandigen

De vermeerdering is enkel van toepassing op de belasting die overeenstemt met het nettobedrag van de bezoldigingen, winsten of baten die in het kader van een zelfstandige beroepsactiviteit werden verkregen, met uitzondering van de inkomsten die werkelijk afzonderlijk zijn belast.

#### B. Vennootschappen

De vermeerdering is van toepassing op de vennootschapsbelasting en op de belasting der niet-verblijfhouders die betrekking heeft op het totaal van de belastbare inkomsten (1).

Voor het aanslagjaar 1992 zijn aldus belastbaar, de inkomsten die :

- in 1991 werden behaald of verkregen door vennootschappen die hun boekhouding per kalenderjaar voeren;

(1) De vermeerdering is eveneens van toepassing op de bijzondere aanslag verschuldigd door elektriciteitsproducenten.

- betrekking hebben op een boekjaar dat in 1992 voor 31 december is afgesloten, voor de vennootschappen die hun boekhouding anders dan per kalenderjaar voeren.

De vermeerdering is evenwel niet van toepassing op :

- de afzonderlijke aanslagen op sommige vermogensaanwassen;
- de afzonderlijke bijzondere aanslag op niet bewezen lasten of bedragen;
- de bijzondere aanslagen met betrekking tot verrichtingen die vóór 1 januari 1990 hebben plaatsgegrepen :
  - gehele verdeling van het maatschappelijk vermogen;
  - voordelen van alle aard door vennootschappen in vereffening.

De aandacht wordt er op gevestigd dat de bovenvermelde regels inzake vermeerdering ook van toepassing zijn op vanaf 1.1.1990 in vereffening gestelde vennootschappen.

### *C. Intercommunales*

De vermeerdering is eveneens van toepassing op de rechtspersonenbelasting verschuldigd door intercommunales als bedoeld in artikel 94, tweede lid, a, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, voor zover deze belasting betrekking heeft op het totaal bedrag van de sommen verleend of toegekend door die intercommunales als dividenden of vergelijkbare of soortgelijke uitkeringen (andere dan deze die voortkomen van de produktie en/of de openbare verdeling van electriciteit) aan om het even welke vennootschap, vereniging, inrichting of instelling die rechtspersoonlijkheid bezit, met uitzondering van die verleend of toegekend aan de Staat, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede aan andere intercommunales bedoeld in voormeld artikel 94, tweede lid, a (1).

## III. BEREKENING VAN DE VERMEERDERING

### *A. Grondslag van de vermeerdering*

Het bedrag dat als grondslag van de vermeerdering dient is gelijk aan 106 pct. (100 pct. voor vennootschappen) van de belasting verschuldigd op de inkomsten die vatbaar zijn voor vermeerdering, in voorkomend geval verminderd met de voorheffingen en andere verrekenbare bestanddelen, (onroerende voorheffing, roerende voorheffing, enz.) met betrekking tot diezelfde inkomsten.

### *B. Tarief van de vermeerdering*

Voor het aanslagjaar 1992 bedraagt het tarief van de vermeerdering 22,5 pct.

(1) De vermeerdering is eveneens van toepassing op de bijzondere aanslag verschuldigd door electriciteitsproducenten.

**C. Berekening van de vermeerdering**

Om het bedrag van de in principe verschuldigde globale vermeerdering te bekomen, volstaat het de grondslag van de vermeerdering te verminderen met 22,5 pct.

Bij een natuurlijk persoon en de intercommunales wordt de vermeerdering slechts voor 90 pct. in aanmerking genomen (dit geldt niet voor vennootschappen).

**D. Opmerking**

Geen vermeerdering is verschuldigd indien het bedrag ervan lager is dan ofwel 1 pct. van de belasting waarop zij is berekend, ofwel 1.000 F.

De regels inzake personenbelasting zijn *mutatis mutandis* van toepassing voor wat betreft de inkomsten van intercommunales die vatbaar zijn voor vermeerdering (zie II, C hiervoor).

**IV. VOORBEELDEN**

**A. Voorbeeld 1**

- Vermoede nettoberoepsinkomen voor het jaar 1991 van een alleenstaande genesheer zonder gezinslasten : 500.000 F
- Bedrag van de belasting : 113.050 F
- Berekeningsbasis van de vermeerdering :  
 $113.050 \times 106 \text{ pct.} = 119.833 \text{ F}$
- Berekening van de in principe verschuldigde globale vermeerdering :  $119.833 \times 22,5 \text{ pct.} = 26.962 \text{ F}$
- Vermindering van 10 pct. :  $26.962 \times 10 \text{ pct.} = -2.696 \text{ F}$
- Werkelijk verschuldigde vermeerdering : 24.266 F

**B. Voorbeeld 2**

- Nettowinst van een vennootschap waarvan het boekjaar samenvalt met het kalenderjaar 1991 en die niet is uitgesloten van de verminderde tarieven : 6.000.000 F.
- Bedrag van de vennootschapsbelasting na verrekening van 492.000 F voorheffingen : 1.708.000 F.
- In principe verschuldigde globale vermeerdering :  
 $1.708.000 \text{ F} \times 22,5 \text{ pct.} = 384.300 \text{ F}$

## HOOFDSTUK 3 - HOE VERMEERDERING VERMIJDEN ?

## I. PRINCIPLE

Om belastingvermeerdering te vermijden moeten de betrokken belastingplichtigen de belasting voorafbetalen die betrekking heeft op de inkomsten die vatbaar zijn voor vermeerdering.

## II. HOE HET BEDRAG VAN DE VOORAFBETALINGEN BEPALEN ?

De zelfstandigen, de vennootschappen en de intercommunales waarvan het boekjaar samenvalt met het kalenderjaar (1), kunnen de voor het jaar 1991 uit te voeren voorafbetalingen als volgt bepalen :

- 1° het bedrag samen van de inkomsten waarop de belasting voor vermeerdering vatbaar is;
- 2° bij benadering de belasting bepalen die zou verschuldigd zijn op het onder 1° bedoelde bedrag (de hierna in Deel V vermelde gegevens maken het mogelijk het bedrag van de belasting bij benadering te berekenen);
- 3° bij zelfstandigen en intercommunales (dus niet bij vennootschappen) deze belasting versienigvuldigen met 106/100;
- 4° in voorkomend geval de erende verrekenbare voorheffingen en bestanddelen aftrekken (in principe is het bekomen resultaat het bedrag dat moet worden voorafbetaald);
- 5° het aldus bepaalde jaarbedrag van de belasting dalen door vier;
- 6° het bekomen quotiënt bij voorkeur afronden op het duizendtal;
- 7° het bekomen bedrag ieder kwartaal storten.

Het staat de belastingplichtige nochtans vrij een andere verdeling voor zijn stortingen aan te nemen.

Aldus kan de belastingplichtige naar eigen goeddunken reeds voor het eerste kwartaal een hoger bedrag betalen dan één vierde van het vermoede jaarbedrag van zijn belasting, dit om onmiddellijk het hoogste voordeel -30 pct. van de werkelijk betaalde zote- te kunnen genieten; later kan hij nog altijd, indien dit nodig blijkt, de ene of de andere storting aanpassen.

Evenzo, kan de belastingplichtige die, om een of andere reden voor het eerste kwartaal bijvoorbeeld, niet genoeg zou hebben gestort, dit nog verhelpen bij zijn eerstvolgende storting om aldus de belastingvermeerdering te beperken die hij zou ondergaan indien hij niet zijn stortingen aan te vullen naarmate hij vaststelt dat zijn oorspronkelijke vooruitsichten ter zake worden overtroffen.

Hoe dan ook, de belastingplichtige heeft er belang bij, volgens een nauwkeurig gekozen verdeling in driemaandelijke stortingen, een totaal bedrag te betalen dat het bedrag van de uiteindelijk verschuldigde belasting benadert, derwijze slechts op een zo klein mogelijk bedrag een vermeerdering te moeten betalen.

(1) Voor vennootschappen die een boekhouding voeren anders dan per kalenderjaar, zie Deel IV.

**III. WANNEER STORTEN ?**

Voor het aanslagjaar 1992 moeten de voorafbetalingen geschieden :

- voor het eerste kwartaal : uiterlijk op 10 april 1991;
- voor het tweede kwartaal : uiterlijk op 10 juli 1991;
- voor het derde kwartaal : uiterlijk op 10 oktober 1991;
- voor het vierde kwartaal : uiterlijk op 20 december 1991.

In het kort worden deze vier stortingen respectievelijk aangeduid als VA 1, VA 2, VA 3 en VA 4.

**HOOFDSTUK 4 - BEREKENING VAN DE VERMEERDERING  
IN GEVAL VAN ONTOEREIKENDE  
VOORAFBETALINGEN****I. ALGEMEEN**

De in principe verschuldigde globale vermeerdering wordt in dit geval verminderd met het totaal bedrag van de voordelen verbonden aan de gedane voorafbetalingen.

Vervolgens wordt het saldo, wat de natuurlijke personen en de intercommunales betreft, slechts voor 90 pct. in aanmerking genomen.

**II. VASTSTELLING VAN DE VOORDELEN VERBODEN AAN DE VOORAFBETALINGEN**

Voor het aanslagjaar 1992 is het bedrag van deze voordelen gelijk aan de som van de volgende produkten :

- a) bedrag van VA 1 x 30 pct.;
- b) bedrag van VA 2 x 25 pct.;
- c) bedrag van VA 3 x 20 pct.;
- d) bedrag van VA 4 x 15 pct.

Men bemerkt dat het gemiddelde van die percenten overeenstemt met het tarief van de vermeerdering (22,5 pct.).

Wat vennootschappen betreft zijn de hiervoor vermelde tarieven van toepassing op alle belastingplichtigen waarvoor de voorafbetalingen over vier kwartalen zijn gespreid (zie hoofdstuk 3 hiervoor) te weten :

- vennootschappen waarvoor het boekjaar samenvalt met het kalenderjaar;
- vennootschappen wier inkomsten blijken uit een boekhouding anders gehouden dan per kalenderjaar en waarvoor het boekjaar een periode dekt gelijk aan of groter dan twaalf maanden (zie deel IV, hoofdstuk 2);
- vennootschappen die hun beroepswerkzaamheid beginnen in de loop van het eerste kwartaal van het jaar of van het boekjaar (zie deel IV, hoofdstuk 4);
- de vennootschappen waarvan in de loop van het laatste kwartaal van het jaar of boekjaar, de afsluitingsdatum van het boekjaar wordt gewijzigd, tot ontbinding wordt overgegaan of de vereffening wordt afgesloten (zie deel IV, hoofdstuk 3).

#### XII. VOORBEELDEN

##### Voorbeeld 1

- Vermoed bedrag van de door een zelfstandige op zijn inkomsten van het jaar 1991 verschuldigde personenbelasting : 100.000 F.

- Verrichte voorafbetalingen :

- VA 1 : 20.000 F
- VA 2 : 25.000 F
- VA 3 : 35.000 F
- VA 4 : 10.000 F

- Berekening van de werkelijk verschuldigde vermeerdering :

- Grondslag van de vermeerdering :  
100.000 x 106 pct. = 106.000 F
- Principeel verschuldigde globale vermeerdering :  
106.000 x 22,5 pct. = 23.850 F
- Voordelen wegens gedane VA :
  - VA 1 : 20.000 x 30 pct. = 6.000 F
  - VA 2 : 25.000 x 25 pct. = 6.250 F
  - VA 3 : 35.000 x 20 pct. = 7.000 F
  - VA 4 : 10.000 x 15 pct. = 1.500 F
- 22.750 F
- Positief verschil : 3.100 F
- Vermindering van 10 pct. : 3.100 x 10 pct. = 310 F
- Werkelijk verschuldigde vermeerdering : 2.790 F

**Voorbeeld 2**

- Vermoed bedrag van de door een zelfstandige op zijn inkomsten van het jaar 1991 verschuldigde personenbelasting : 300.000 F
- Verrichte voorafbetalingen :
  - VA 1 : 100.000 F
  - VA 2 : 105.000 F
  - VA 3 : nihil
  - VA 4 : 80.000 F
- Berekening van de werkelijk verschuldigde vermeerdering :
  - Grondslag van de vermeerdering :  
300.000 x 106 pct. = 318.000 F
  - Principieel verschuldigde globale vermeerdering :  
318.000 x 22,5 pct. = 71.550 F
  - Voordelen wegens gedane VA:
    - VA 1 : 100.000 x 30 pct. = 30.000 F
    - VA 2 : 105.000 x 25 pct. = 26.250 F
    - VA 3 : 0 x 20 pct. = 0 F
    - VA 4 : 80.000 x 15 pct. = 12.000 F
  - 68.250 F
  - Positief verschil : 3.300 F
  - Vermindering van 10 pct. : 3.300 x 10 pct. = - 330 F
  - Verschil : 2.970 F

Daar dit verschil (2.970 F) lager is dan 1 pct. van de grondslag van de vermeerdering (318.000 x 1 pct. = 3.180 F), moet het tot nul worden herleid.

- Werkelijk verschuldigde vermeerdering : nihil.

**Voorbeeld 3**

Stopzetting van de beroepswerkzaamheid op 16 mei 1991.

- Netto-inkomsten als zelfstandige van 1.1.1991 tot 16.5.1991 : 240.000 F
- Ongehuwde belastingplichtige
- Personen ten laste : 0
- Belasting dienende tot grondslag voor de berekening van de vermeerdering :  
16.000 x 106 pct. = 16.960 F



- Verrichte voorafbetaling :
- VA 1 : 9.200 F
- Berekening van de werkelijk verschuldigde vermeerdering :
  - Principieel verschuldigde globale vermeerdering : 3.816 F  
 $16.960 \times 22,5 \text{ pct.} =$
  - Voordelen wegens gedane VA:
    - VA 1 :  $9.200 \times 30 \text{ pct.} :$  - 2.760 F
  - Positief verschil : 1.056 F
  - Vermindering van 10 pct. :  $1.056 \times 10 \text{ pct.} =$  - 106 F
  - Verschil : 950 F
  - Aangezien dit verschil kleiner is dan 1.000 F moet het tot nul worden herleid
  - Werkelijk verschuldigde vermeerdering : nihil.

**Voorbeeld 4**

- Vennootschap waarvan het boekjaar samenvalt met het kalenderjaar 1991 en die niet is uitgesloten van de verminderde tarieven.
- Nettowinst : 6.000.000 F.
- Verrichte voorafbetalingen :
  - op 10.4.1991 : nihil (VA 1);
  - op 10.7.1991 : 500.000 F (VA 2);
  - op 10.10.1991 : 1.000.000 F (VA 3);
  - op 20.12.1991 : nihil (VA 4).
- Niet-terugbetaalbare voorheffingen : 100.000 F.
- Terugbetaalbare voorheffingen : 392.000 F.
- Bedrag van de vennootschapsbelasting (na verrekening van de voorheffingen) : 1.708.000 F.
- Berekening van de werkelijk verschuldigde vermeerdering :
  - In principe verschuldigde globale vermeerdering:  
 $1.708.000 \text{ F} \times 22,5 \text{ pct.} =$  384.300 F
  - Voordelen wegens gedane VA :
    - VA 2 :  $500.000 \times 25 \text{ pct.} = 125.000 \text{ F}$
    - VA 3 :  $1.000.000 \times 20 \text{ pct.} =$  200.000 F
  - 325.000 F
  - Werkelijk verschuldigde vermeerdering : 59.300 F

Voorbeeld 5

- Vennootschap waarvan het boekjaar loopt over de periode van 1.7.1991 tot 30.6.1992.
- Nettowinst : 18.000.000 F.
- Verrichte voorsbetsalingen :
  - op 10.10.1991 : 2.000.000 F (VA 1);
  - op 10.1.1992 : 1.500.000 F (VA 1);
  - op 10.4.1992 : 1.500.000 F (VA 3);
  - op 22.6.1992 : 1.300.000 F (VA 4).
- Niet-terugbetaalbare voorheffingen : 140.000 F.
- Terugbetaalbare voorheffingen : 80.000 F.
- Bedrag van de vennootschapsbelasting (na verrekening van de voorheffingen) : 6.800.000 F.
- Berekening van de werkelijk verschuldigde vermeerdering :
  - In principe verschuldigde globale vermeerdering :  
6.800.000 x 22,5 pct. = 1.530.000 F
  - Voordelen wegens gedane VA :
    - VA 1 : 2.000.000 x 20 pct. = 400.000 F
    - VA 2 : 1.500.000 x 25 pct. = 375.000 F
    - VA 3 : 1.500.000 x 20 pct. = 300.000 F
    - VA 4 : 1.300.000 x 15 pct. = 195.000 F
- 1.470.000 F
- Werkelijk verschuldigde vermeerdering : 60.000 F

HOOFDSTUK 5 - BESTEMMING VAN HET TEVEEL AAN VOORAFBETALINGEN

Voor zelfstandigen kan het gedeelte van de voorsbetsalingen dat niet nodig is om belastingvermeerdering te vermijden, aanleiding geven tot een bonificatie (zie deel II). De oudste stortingen worden bij voorrang aangewend om vermeerdering te vermijden.

In ieder geval wordt, voor alle belastingplichtigen, het overschot van de voorsbetsalingen dat niet op de belasting werd aangerekend, terugbetaald.

## DEEL II - VOORAFBETALINGEN DIE RECHT GEVEN OP EEN BONIFICATIE

### HOOFDSTUK 1 - WIE KAN VAN EEN BONIFICATIE GENIETEN ?

Een bonificatie kan worden verleend aan alle rijkswoners, alsmede aan de in artikel 150, § 2 W.I.B. bedoelde niet-verblijfhouders die, na de verrekening van de voorheffingen, nog belasting op hun inkomsten verschuldigd zijn.

Opgemerkt wordt dat jonge zelfstandigen die niet onderworpen zijn aan de belastingvermeerdering wegens gebrek aan of onvoldoende voorafbetalingen (zie deel I, hoofdstuk 1, II), eveneens die bonificatie kunnen genieten.

### HOOFDSTUK 2 - WAARUIT BESTAAT DE BONIFICATIE ?

#### I. REGEL

Een belastingvermindering of bonificatie wordt verleend aan de natuurlijke personen die, bij wijze van voorafbetaling, de belasting, verhoogd tot 106 pct., kwijten welke de voorheffingen alsmede de voorafbetalingen die nodig zijn om de in deel I bedoelde belastingvermeerdering te vermijden overtreft.

Indien hun belastbaar inkomen inkomsten met vermeerdering omvat, worden de voorafbetalingen (te beginnen met de oudste) bij voorrang aangewend om die vermeerdering te vermijden; slechts het saldo kan in aanmerking worden genomen voor het verlenen van een eventuele bonificatie.

#### II. TE STORTEN BEDRAG

Uiteraard staat het de belastingplichtige vrij de bedragen te bepalen die hij wenst vooraf te betalen.

Het is nochtans aangeraden ieder kwartaal één vierde van het vermoede belastingsupplement te storten.

#### III. WANNEER STORTEN ?

Voor het aanslagjaar 1992 moeten de voorafbetalingen geschieden :

- voor het eerste kwartaal : uiterlijk op 10 april 1991;
- voor het tweede kwartaal : uiterlijk op 10 juli 1991;
- voor het derde kwartaal : uiterlijk op 10 oktober 1991;
- voor het vierde kwartaal : uiterlijk op 20 december 1991.

In het kort worden deze vier stortingen respectievelijk aangeduid als VA 1, VA 2, VA 3 en VA 4.

HOOFDSTUK 3 - BEREKENING VAN DE BONIFICATIE

I. PRINCIEP

Het bedrag van de bonificatie is voor het aanslagjaar 1992 gelijk aan de som van de volgende produkten :

- a) bedrag van VA 1 x 15 pct.;
- b) bedrag van VA 2 x 12,5 pct.;
- c) bedrag van VA 3 x 10 pct.;
- d) bedrag van VA 4 x 7,5 pct.

Men bemerkt dat het gemiddelde van die percenten (11,25 pct.) overeenstemt met de helft van het tarief van de vermeerdering.

II. VOORBEELDEN

Voorbeeld 1

- Een bediende is 100.000 F personenbelasting verschuldigd op zijn inkomsten van 1991.

- Hiermede te verrekenen voorheffingen :

- bedrijfsvoorheffing : 60.000 F
- orroerende voorheffing : 10.000 F

- Verrichte voorafbetalingen :

- VA 1 : 7.000 F
- VA 2 : 7.000 F
- VA 3 : 7.000 F
- VA 4 : 7.000 F
- totaal : 28.000 F

- Maximumbelasting die aanleiding kan geven tot bonificatie :

- 100.000 x 106 pct. : 106.000 F
- voorheffingen : - 70.000 F
- blijft : 36.000 F

Daar het supplement groter is dan de gedane voorafbetalingen (28.000 F), geven deze laatste voor hun totaal bedrag recht op bonificatie.

- Bonificatie :

- VA 1 : 7.000 x 15 pct. = 1.050 F
- VA 2 : 7.000 x 12,5 pct. = 875 F
- VA 3 : 7.000 x 10 pct. = 700 F
- VA 4 : 7.000 x 7,5 pct. = 525 F
- bedrag van de bonificatie : 3.150 F

- Te betalen belasting (1) : 36.000 - 28.000 - 3.150 = 4.850 F.

(1) Gesteld dat de gemeentebelasting 6 pct. bedraagt.

**Voorbeeld 2**

- Een ambtenaar is 150.000 F personenbelasting verschuldigd op zijn inkomsten van 1991.
- Te verrekenen voorheffing :
  - bedrijfsvoorheffing : 110.000 F
  - onroerende voorheffing : 10.000 F
- Verrichte voorafbetalingen :
  - VA 1 : 10.000 F
  - VA 2 : 10.000 F
  - VA 3 : 10.000 F
  - VA 4 : 10.000 F
  - totaal : 40.000 F
- Maximumbelasting die aanleiding kan geven tot bonificatie :
  - 150.000 x 106 pct. : 159.000 F
  - voorheffingen : - 120.000 F
  - blijft : 39.000 F

Van de 40.000 F gestorte V.A. geven er slechts 39.000 F recht op bonificatie (= bedrag van het supplement).

- Bonificatie :
  - VA 1 : 10.000 x 15 pct. = 1.500 F
  - VA 2 : 10.000 x 12,5 pct. = 1.250 F
  - VA 3 : 10.000 x 10 pct. = 1.000 F
  - VA 4 : 9.000 x 7,5 pct. = 675 F
  - bedrag van de bonificatie : 4.425 F
- Te verlenen ontheffing (1) : 39.000 - 40.000 - 4.425 = 5.425 F

**Voorbeeld 3**

- Een handelaar is gehuwd met een onderwijzeres. Op hun inkomsten van 1991 zijn zij 500.000 F belasting verschuldigd.
- Op hun inkomsten met vermeerdering, afzonderlijk berekend, bedraagt de belasting : 200.000 F.
- Te verrekenen voorheffingen :
  - bedrijfsvoorheffing op lonen : 80.000 F
- Verrichte voorafbetalingen :
  - VA 1 : 70.000 F
  - VA 2 : 70.000 F
  - VA 3 : 70.000 F
  - VA 4 : 70.000 F
  - totaal : 280.000 F

(1) Gesteld dat de gemeentebelasting 6 pct. bedraagt.

## 1. Berekening van de vermeerdering (zie Hoofdstuk 2 van Deel I) :

- belasting op inkomsten met vermeerdering :	200.000 F
- grondslag van de vermeerdering :	
200.000 x 105 pct. =	212.000 F
- globale vermeerdering : 212.000 x 22,5 pct. =	47.700 F
- voordeel VA 1 : 70.000 x 30 pct. =	21.000 F
verschil :	26.700 F
- voordeel VA 2 : 70.000 x 25 pct. =	17.500 F
verschil :	9.200 F
- voordeel VA 3 : (9.200 x $\frac{100}{20}$ ) x 20 pct. =	
46.000 x 20 pct. =	9.200 F
verschil :	0
- totaal van de voorafbetalingen nodig om de vermeerdering te ontgaan : 70.000 + 70.000 + 46.000 =	186.000 F

## 2. Berekening van de bonificatie :

- verschuldigde personenbelasting :	500.000 F
- maximumbelasting die aansluiting kan geven tot een bonificatie :	
- 500.000 x 105 pct. =	525.000 F
- voorheffingen :	80.000 F
- voorafbetalingen aangewend om de vermeerdering te ontgaan :	186.000 F
verschil :	259.000 F
- voorafbetalingen die recht geven op bonificatie :	
280.000 - 186.000 =	94.000 F
- berekening van de bonificatie :	
- VA 3 (saldo) : 24.000 x 10 pct. =	2.400 F
- VA 4 : 70.000 x 7,5 pct. =	5.250 F
- bedrag van de bonificatie :	7.650 F

3. Te betalen belasting (1) : 264.000 - 94.000 - 7.650 = 162.350 F

(1) Gesteld dat de gemeentebelasting 5 pct. bedraagt.

## DEEL III - PROCEDURE

## HOOFDSTUK 1 - WIJZE VAN VOORAFBETALEN

De voorafbetalingen moeten op straffe van vervall binnen de vastgestelde termijnen worden gedaan door storting of overschrijving op postrekening nr. 090-2022340-66 van de Dienst "Belastingen - Voorafbetalingen, Brussel".

Voor de betaling moet de belastingplichtige de formulieren gebruiken die hem door de Dienst der Voorafbetalingen, Financieel, Kruidtuinlaan 50, Bus 33, 1020 BRUSSEL, worden bezorgd en waarop zijn naam en registratienummer vermeld staan.

De betaalformulieren waarop het registratienummer door de belastingplichtige niet mag worden gewijzigd, mogen alleen door hem of voor zijn rekening worden gebruikt, vermits alleen het registratienummer dat voorkomt op het gebruikte formulier de belastingplichtige bepaalt wiens rekening moet worden gecrediteerd.

HOOFDSTUK 2. - WIJZIGING VAN DE  
OORSPRONKELIJKE  
BESTEMMING DER VOORAFBETALINGEN

Voor zover voorafbetalingen nog niet zijn verrekend met de inkomstenbelasting die verschuldigd is door de belastingplichtige op wiens naam zij door de Dienst der Voorafbetalingen werden geboekt :

- 1° kunnen derden vragen dat materiële vergissingen die zij begaan hebben bij de uitvoering van de voorafbetalingen, zouden worden rechtgezet; daartoe moeten zij een aanvraag indienen, bij de Dienst der Voorafbetalingen ten laatste op het einde van de tweede maand die volgt op het belastbaar tijdperk waarop de voorafbetaling betrekking heeft;
- 2° kunnen de belastingplichtigen vragen dat de voorafbetalingen geheel of gedeeltelijk zouden worden terugbetaald, overgeschreven naar de postrekening van een ontvangstonder de belastingen of overgedragen naar het volgende belastbaar tijdperk; de aanvraag daartoe moet ingediend worden zoals voorzien in 1°.

De termijnen gesteld voor de wijziging van de bestemming van een voorafbetaling worden met één maand verlengd vanaf de verzending van het rekeninguittreksel v.a. (zie hoofdstuk 3), op voorwaarde dat dit rekeninguittreksel voor vervanging wordt teruggezonden aan de Dienst der Voorafbetalingen.

## HOOFDSTUK 3. - REKENINGUITTREKSEL V.A.

Na verloop van de vier kwartalen zendt de Dienst der Voorafbetalingen aan de betrokken belastingplichtigen een "rekeninguittreksel v.a.", waarop alle verrichtingen (betalingen, terugbetalingen, telkens met de in aanmerking komende datum) van het belastbaar tijdperk worden vermeld.

De belastingplichtige is gehouden het rekeninguittrekkel V.A. te voegen bij de aangifte die hij, voor het aanslagjaar waarop de vooraftbetalingen betrekking hebben, moet indienen.

Indien de belastingplichtige geen aangifte moet overleggen, dan moet hij het rekeninguittrekkel V.A., aan de hoofdcontroleur der belastingen van het ambtsgebied doen geworden en zulks uiterlijk op 1 juni van het op het uittreksel vermelde aanslagjaar.

#### DEEL IV. VENNOOTSCHAPPEN - BIJZONDERE GEVALLEN

##### HOOFDSTUK 1. - PRINCIPES

Wanneer het boekjaar waarin de inkomsten van vennootschappen worden behaald niet volledig samenvalt met het kalenderjaar is het principe van de vooraftbetaling per trimester eveneens toepasselijk in de hierna volgende bijzondere gevallen met dien verstande dat moet rekening worden gehouden met de volgende speciale beschikkingen :

1. indien het boekjaar :
  - niet aanvangt op de eerste dag van een maand, wordt die maand niet meegerekend;
  - niet eindigt op de laatste dag van een maand, wordt die maand voor vol geteld.

2. een begonnen kwartaal wordt voor vol geteld.

Deze beide bepalingen moeten worden samengenomen, d.w.z. dat een bepaald kwartaal slechts volledig wordt geteld indien het ten minste één vol geachte maand bevat.

##### HOOFDSTUK 2. - VENNOOTSCHAPPEN DIE HUN BOEKHOUDING ANDERS DAN PER KALENDERJAAR VOEREN

###### I. BOEKJAAR VAN TWALF MAANDEN

Er moeten vier vooraftbetalingen worden gedaan, telkens ten belope van een vierde van het totale bedrag van de belasting.

De betalingen moeten worden gedaan uiterlijk de tiendaag van de vierde, de zevende en de tiende maand, en de twintigste dag van de laatste maand van het boekjaar.



**Voorbeeld** : vennootschap waarvan het boekjaar loopt van 1.7.1991 tot 30.6.1992 of van 16.6.1991 tot 15.6.1992.

De vier V.A. betreffende het aanslagjaar 1992 moeten uiterlijk op volgende data worden gedaan :

- VA 1 : op 10.10.1991;
- VA 2 : op 10.1.1992;
- VA 3 : op 10.4.1992;
- VA 4 : op 22.6.1992.

## II. BOEKJAAR VAN MEER DAN TWAALF MAANDEN

In dit geval, moet de belasting eveneens betaald worden door middel van vier voorsbetsalingen, ten bedrage van telkens een vierde van die belasting.

De uiterste data voor de betaling worden bepaald alsof de winst zou behaald zijn tijdens de laatste twaalf maanden van het boekjaar. De toe te passen regel is dus, volgens het geval, de algemene regel (zie Deel I) of de regel bedoeld in Titel I hier-voor.

**Voorbeeld 1** : vennootschap waarvan het boekjaar loopt van 1.11.1990 tot 31.12.1991.

De vier V.A. betreffende het aanslagjaar 1992 moeten uiterlijk op de volgende data worden gedaan :

- VA 1 : op 10.4.1991;
- VA 2 : op 10.7.1991;
- VA 3 : op 10.10.1991;
- VA 4 : op 20.12.1991.

**Voorbeeld 2** : vennootschap waarvan het boekjaar loopt van 12.6.1991 tot 31.10.1992.

De vier V.A. betreffende het aanslagjaar 1992 moeten uiterlijk op de volgende data worden gedaan :

- VA 1 : op 10.1.1992;
- VA 2 : op 11.5.1992;
- VA 3 : op 10.8.1992;
- VA 4 : op 20.10.1992.

HOOFDSTUK 3.- BOEKJAAR VAN MINDER DAN 12 MAANDEN  
 WEGENS WIJZIGING VAN DE AFSLUITINGSDATUM  
 VAN HET BOEKJAAR, ONTBINDING OF  
 AFSLUITING VAN DE VEREFFENING

I. VENNOOTSCHAPPEN DIE HUN BOEKHOUDING PER KALENDERJAAR VOEREN

De toe te passen regel varieert volgens het kwartaal waarin de wijziging van de afsluitingsdatum van het boekjaar, de ontbinding of de afsluiting van de vereffening plaatsheeft.

Om praktische redenen worden de verschillende eventualiteiten evenals de regels die hun eigen zijn, hierna in tabelvorm weergegeven.

Kwartaal waar- in het boek- jaar afsluit	Te volgen regel	
	Aantal uit te voeren vooraf- betalingen	Te betalen gedeelte van de totale belasting en uiter- ste betalingsdatum
Eerste	een	Totaal bedrag op 10 april
Tweede	twee	1ste helft op 10 april
		2de helft op 10 juli
Derde	drie	1ste derde op 10 april
		2de derde op 10 juli
		3de derde op 10 oktober
Vierde	vier	1ste vierde op 10 april
		2de vierde op 10 juli
		3de vierde op 10 oktober
		4de vierde op 20 december

**Voorbeelden :** Ontbinding van een vennootschap die boekhoudt per kalenderjaar :

- op 13 maart 1992 : de totale belasting moet betaald worden uiterlijk op 10 april 1992 (VA 4);
- op 15 mei 1992 : de belasting moet per helft betaald worden uiterlijk op 10 april 1992 (VA 3) en 10 juli 1992 (VA 4);
- op 12 oktober 1992 : de belasting moet per vierden betaald worden uiterlijk op 10 april 1992 (VA 1), 10 juli 1992 (VA 2), 12 oktober 1992 (VA 3) en 21 december 1992 (VA 4).

II. VENNOOTSCHAPPEN DIE HUN BOEKHOUDING NIET PER KALENDERJAAR VOEREN

In deze veronderstelling moeten de data van 10 april, 10 juli, 10 oktober en 20 december, vermeld in de tabel opgenomen onder bovenstaand I, vervangen worden door respectievelijk, de tiende dag van de vierde, de zevende en de tiende maand, en de twintigste dag van de laatste maand van het normale boekjaar van 12 maanden.

*Voorbeeld*

Een vennootschap die jaarlijks afsluit op 31 mei, beslist op haar algemene vergadering van 15.10.1991 voortaan en voor de eerste maal in 1991 af te sluiten op 31 december. Het boekjaar loopt dus van 1.6.1991 tot 31.12.1991.

Die vennootschap moet de volgende voorafbetalingen doen :

- het 1ste derde : 10.9.1991 (VA 2);
- het 2de derde : 10.12.1991 (VA 3);
- het 3de derde : 10.3.1992 (VA 4).

**HOOFDSTUK 4 - BOEKJAAR VAN MINDER DAN  
12 MAANDEN WEGENS AANVANG VAN  
DE BEROEPSWERKZAAMHEID**

**I. VENNOOTSCHAPPEN DIE HUN BOEKHOUDING PER KALENDERJAAR VOEREN**

De toe te passen regel varieert volgens het kwartaal waarin de beroepswerkzaamheid werd aangevangen.

Onderstaande tabel geeft een samenvatting van de verschillende eventualiteiten en van de regel die er op van toepassing is.

Kwartaal van oprichting	Te volgen regel	
	Aantal uit te voeren voorafbetalingen	Te betalen gedeelte van de totale belasting en uiterste betalingsdatum
Eerste	vier	1ste vierde op 10 april 2e vierde op 10 juli 3e vierde op 10 oktober 4e vierde op 20 december
Tweede	drie	1ste derde op 10 juli 2de derde op 10 oktober 3de derde op 20 december
Derde	twee	1ste helft op 10 oktober 2de helft op 20 december
Vierde	een	totaal bedrag op 20 december

*Voorbeeld 1* : Oprichting op 16 mei 1991 van een vennootschap die boekhoudt per kalenderjaar en voor de eerste maal afsluit op 31 december 1991 :

- de maand mei wordt niet meegeteld omdat ze niet volledig is;
- de aanvang van de beroepswerkzaamheid wordt gesitueerd in het tweede kwartaal omdat dit minstens één volle maand bevat;
- de totale belasting moet, telkens voor een derde voorafbetaald worden uiterlijk op 10 juli, op 10 oktober en op 20 december 1991.

Voorbeeld 2 : Zoals in voorbeeld 1; oprichting echter op 14 juni 1991 :

- de maand juni wordt niet meegeteld omdat ze niet volledig is;
- de aanvang van de beroepswerkzaamheid wordt derhalve gezocht in de loop van het derde kwartaal plaats te vinden;
- de totale belasting moet telkens voor de helft voorafbetaald worden uiterlijk op 10 oktober en op 20 december 1991.

**II. VENNOOTSCHAPPEN DIE HUN BOEKHOUDING NIET PER KALENDERJAAR VOEREN**

In deze veronderstelling moeten de data van 10 april, 10 juli, 10 oktober en 20 december, vermeld in de tabel ogenomen onder bovenstaand I, vervangen worden door respectievelijk de tiende dag van de vierde, de zevende en de tiende maand, en de twintigste dag van de laatste maand van het boekjaar.

**Voorbeeld**

Oprichting op 14.6.1991 van een vennootschap die niet boekhoudt per kalenderjaar en voor de eerste maal afsluit op 31.3.1992 :

- de maand juni wordt niet meegeteld omdat ze niet volledig is;
- de aanvang van de beroepswerkzaamheid wordt derhalve gezocht in de loop van het tweede kwartaal plaats te vinden;
- de totale belasting moet telkens voor een derde voorafbetaald worden uiterlijk op 10.10.1991, 10.1.1992 en 20.3.1992.

**HOOFDSTUK 5 - TOEPASSELIJKE TARIEFEN EN PERCENTEN VOOR BIJZONDERE GEVALLEN**

Worden hier bedoeld :

- de gevallen van wijziging van de datum van afsluiting van het boekjaar, de ontbinding of de statulering van de vereffening van een vennootschap, waardoor het boekjaar minder dan twaalf maanden telt (zie hoofdstuk 3);
- de gevallen van aanvang van de beroepswerkzaamheid van een vennootschap, waarvan het eerste boekjaar minder dan twaalf maanden telt (zie hoofdstuk 4).

Voor het aanslagjaar 1992 moet rekening worden gehouden met wat hierna volgt.

De kwartalen moeten vastgesteld worden in het licht van de bijzondere beschikkingen voorzien in de Hoofdstukken 3 en 4 hiervoor.

De globale vermeerdering verschuldigd ingeval geen voorafbetaling werd gedaan wordt niet berekend tegen 20,5 pct., maar is veranderlijk :

- naargelang van de duur van het boekjaar, uitgedrukt in kwartalen;
- naargelang van de rangorde die elk kwartaal inneemt of gezocht wordt in te nemen.

Om praktische redenen wordt het globaal vermeerderingspercent hierna in tabelvorm weergegeven.

De berekening van de voordelen opgebracht door de voorafbetalingen gebeurt, zoals voor de gewone gevallen, tegen de rentevoeten van respectievelijk 30, 25, 20 of 15 pct., naargelang de betaling betrekking heeft of geacht wordt betrekking te hebben op het eerste, tweede, derde of vierde kwartaal van het jaar, met dien verstande dat de rangorde van de kwartalen als volgt moet worden vastgesteld :

Duur van het boekjaar (in kwartalen)	Rangorde van het of de kwartalen	Principieel verschuldigde totale vermeerdering in- geval geen enkele vooraf- betaling is gedaan
Eén kwartaal	4	15 pct.
Twee kwartalen	3 + 4	17,5 pct.
Drie kwartalen	2 + 3 + 4	20 pct.

*Voorbeeld:*

- Vennootschap die boekhoudt per kalenderjaar en ontbonden wordt (of afsluiting van de vereffening) op 30.9.1992;
- Nettowinst : 2.600.000 F
- Verrichte voorafbetalingen :
  - op 10.4.1992 : 200.000 F (VA 2);
  - op 10.7.1992 : 200.000 F (VA 3);
  - op 12.10.1992 : 200.000 F (VA 4).
- Niet-terugbetaalbare en terugbetaalbare voorheffingen : 50.000 F.
- Bedrag van de vennootschapsbelasting (na verrekening van de voorheffingen en in de veronderstelling dat de vennootschap niet is uitgesloten van de verminderde tarieven) : 806.000 F.
- Berekening van de vermeerdering :
  - Globale vermeerdering :
 

806.000 F x 20 pct. =	161.200 F
-----------------------	-----------
  - Voordelen wegens gedane VA :
 

VA 2 : 200.000 F x 25 pct. =	50.000 F
VA 3 : 200.000 F x 20 pct. =	40.000 F
VA 4 : 200.000 F x 15 pct. =	<u>30.000 F</u>
	<u>- 120.000 F</u>
  - Werkelijk verschuldigde vermeerdering : 41.200 F

DEEL V - BEREKENING VAN DE BELASTING

HOOFDSTUK 1 - PERSONENBELASTING

I. BELASTINGSTELSEL

A. Herinnering

Om het voor vermeerdering vatbare gedeelte van de personenbelasting vast te stellen, moeten enkel de in hoofdstuk 2, II, van deel I bedoelde inkomsten als zelfstandige in aanmerking worden genomen.

B. Alleenstaanden

De netto belastbare inkomsten van alleenstaanden worden aan de belasting onderworpen volgens de sub II hierna vermelde regels. Genooden worden als alleenstaanden beschouwd voor het jaar van huwelijk, van echtscheiding, van scheiding van tafel en bed of van overlijden van één van de echtgenoten en voor de jaren volgend op dat waarin de feitelijke scheiding een aanvang heeft genomen.

C. Cohuuden

1. Grondbeginselen

De beroepsinkomsten van echtgenoten worden nooit samen-gevoegd. Indien één van hen weinig of geen eigen beroepsinkomsten heeft, wordt hem een deel van de beroepsinkomsten van de andere echtgenoot toegerekend, deel dat dan als een eigen beroepsinkomen wordt behandeld.

Opgemerkt wordt dat het deel van de beroepsinkomsten dat aan de ~~medewerkende~~ echtgenoot wordt toegerekend, gelijkgesteld wordt met een eigen beroepsinkomen van deze laatste.

Er zijn dus steeds twee wel onderscheiden aanslag-basisen :

- de eerste bestaat in het laagste persoonlijke beroepsinkomen (afgezonderd inkomen);
- de tweede bestaat in de som van het hoogste persoonlijke be-roepsinkomen en van alle andere (eigen of overgedeelde) inkom-sten van beide echtgenoten (resterend gezinsinkomen).

Beide aanslagbasisen worden los van elkaar aan het ta-rief onderworpen; op beide wordt een belastingvrije som toegekend (zie sub II hierna).

2. Slechts één echtgenoot  
heeft eigen beroeps-  
inkomsten

Wanneer slechts één echtgenoot eigen beroepsinkomsten heeft, wordt een gedeelte ervan aan de andere echtgenoot toegerekend. Dit bedraagt 30 pct. van dat inkomen, met een maximum evenwel van 288.000 F. Het toegerekende gedeelte is dan ook steeds gelijk aan 288.000 F van zodra het beroepsinkomen 960.000 F bereikt.

Voorbeelden

1. beroepsinkomen : 500.000 F; het gedeelte dat mag worden toegerekend bedraagt 150.000 F (300.000 F x 30 pct.).
2. beroepsinkomen : 1.000.000 F; het toe te rekenen gedeelte is gelijk aan 288.000 F.

3. Beide echtgenoten heb-  
ben eigen beroeps-  
inkomsten

Twee gevallen kunnen zich voordoen :

is geval 1 het bedrag van de beroepsinkomsten van de echtgenoot die er het minst heeft, bereikt meer dan 30 pct. van de totale beroepsinkomsten van het gezin, ofwel 288.000 F.

In dit geval wordt een gedeelte van de inkomsten van de echtgenoot die er het meest heeft toegerekend aan de ander, zodanig dat de inkomsten van deze laatste ofwel de grens van 30 pct. van de beroepsinkomsten van het gezin, ofwel 288.000 F bereiken (toepassing van het huwelijksquotient).

Voorbeelden

1. - Beroepsinkomen :
  - van de man : 600.000 F
  - van de vrouw : 100.000 F
- Aan de vrouw toe te rekenen gedeelte van het beroepsinkomen van de man :  $(600.000 + 100.000) \times 30 \text{ pct.} = 100.000 = 210.000 - 100.000 = 110.000 \text{ F.}$
- De beroepsinkomsten van het gezin zijn dus verdeeld als volgt :
  - man :  $600.000 - 110.000 = 490.000 \text{ F}$
  - vrouw :  $100.000 + 110.000 = 210.000 \text{ F}$

2. - Zelfde gegevens, doch de man heeft een nettoberoepsinkomen van 900.000 F.
- Aan de vrouw toe te rekenen gedeelte van het beroepsinkomen van de man :  $(900.000 + 100.000) \times 30 \text{ pct.} = 300.000 \text{ F}$  te beperken tot 288.000 F en te verminderen met 100.000 F, hetzij  $288.000 - 100.000 = 188.000 \text{ F}$ .
  - De beroepsinkomsten van het gezin zijn dus verdeeld als volgt :
    - man :  $900.000 - 188.000 = 712.000 \text{ F}$
    - vrouw :  $100.000 + 188.000 = 288.000 \text{ F}$

2e geval : het bedrag van de beroepsinkomsten van de echtgenoot die er het minst heeft, bereikt 30 pct. van de totale beroepsinkomsten van het gezin of 288.000 F.

In dergelijk geval mag geen enkele toerekening van inkomsten gebeuren.

#### Voorbeelden

Aldus mag er geen enkelè toerekening van inkomsten gebeuren als de beroepsinkomsten als volgt zijn samengesteld :

Inkomsten van de man	Inkomsten van de vrouw
400.000 F	175.000 F
400.000 F	280.000 F
1.000.000 F	288.000 F

## II. REGELS VOOR DE BEREKENING VAN DE BELASTING

### A. ALGEMEEN

Om de belasting te berekenen moet in principe telkens als volgt worden gehandeld :

- de belasting berekenen volgens het hierna vermelde barema;
- de belasting vaststellen die verband houdt met de sub C hierna bedoelde belastingvrije som;
- de werkelijk verschuldigde belasting berekenen door het verschil te maken tussen deze twee belastingen en door van het aldus bekomen saldo de voorheffingen en andere verrekenbare bestanddelen af te trekken.

Voor gehuwden wordt de belasting op elke aanslagbasis afzonderlijk berekend.



**B. BAREMA**

Aanslagbasis		Belasting
lager dan	245.001 F	25 pct.
begrepen tussen	245.000 F	
"	en 325.001 F	61.250 F + 30 pct. op de schijf boven 245.000 F
"	325.000 F	
"	en 464.001 F	85.250 F + 40 pct. op de schijf boven 325.000 F
"	464.000 F	
"	en 1.067.001 F	140.850 F + 45 pct. op de schijf boven 464.000 F
"	1.067.000 F	
"	en 1.600.001 F	412.200 F + 50 pct. op de schijf boven 1.067.000 F
"	1.600.000 F	
"	en 2.347.001 F	678.700 F + 52,5 pct. op de schijf boven 1.600.000 F
hoger dan	2.347.000 F	1.070.875 F + 55 pct. op de schijf boven 2.347.000 F

Dit barema houdt geen rekening met de gemeente- en agglomeratiebelasting, noch met de belastingvrije som (zie C hierna).

**C. BELASTINGVRIJE SOM****1. Algemeen**

Alle belastingplichtigen hebben recht op een belastingvrije som. Het bedrag ervan verschilt evenwel naargelang de gezinstoestand van de belastingplichtige.

Deze belastingvrije som wordt aangerekend op de laagste inkomstenschijven, te beginnen met die van 25 pct., dan die van 30 pct., enz.

**2. Basisbedragen**

De basisbedragen van de belastingvrije som zijn :

- voor de alleenstaanden : 176.000 F;
- voor de echtgenoten : elk 139.000 F.

**3. Verhoging voor kinderen ten laste**

De belastingvrije som wordt met de volgende toeslagen verhoogd voor kinderen ten laste :

- één kind : 37.000 F;
- twee kinderen : 96.000 F;
- drie kinderen : 216.000 F;
- vier kinderen : 349.000 F;
- vijf kinderen en meer : 349.000 F + 133.000 F per kind boven het vierde.

4. *Aanrekening*

Wanneer de echtgenoten aanspraak hebben op toeslagen op de belastingvrije som, worden deze bij voorrang aangerekend op het resterend gezinsinkomen. Het eventuele niet aangerekende saldo wordt naar de andere aanslagbasis overgeheveld (het afzonderlijk inkomen).

D. VEREENVOUDIGDE BEREKENINGSMETHODE VAN DE BELASTING

1. *Voortgaande opmerking*

Hoewel de belasting met de navolgende regels niet in alle gevallen volledig juist wordt berekend, bieden ze de mogelijkheid in de meeste gevallen, snel en met voldoende nauwkeurigheid, de belasting te rasen.

2. *Belasting verschuldigd door alleenstaanden en gehuwden waarvan slechts één echtgenoot beroepsinkomen behaalt*

Netto beroepsinkomen	Belasting verschuldigd door	
	A. Alleenstaanden	B. Gehuwden waarvan slechts één echtgenoot beroepsinkomen heeft behaald
200.000	5.300	0
250.000	13.750	0
300.000	33.750	5.500
350.000	51.250	18.000
400.000	71.250	32.250
450.000	91.250	48.500
500.000	113.050	63.250
550.000	135.550	81.000
600.000	158.050	95.750
650.000	183.550	116.500
700.000	209.050	135.550
750.000	225.550	155.050
800.000	243.050	174.550
850.000	270.550	194.550
900.000	293.050	214.800
950.000	315.550	235.050
1.000.000	338.050	257.300
1.050.000	360.550	279.400
1.100.000	384.700	302.100
1.150.000	409.700	324.600
1.200.000	434.700	347.100
1.250.000	459.700	369.600
1.300.000	484.700	392.100
1.350.000	509.700	414.600
1.400.000	534.700	437.100
1.450.000	559.700	464.350
1.500.000	584.700	482.350

*Opmerking* : Wanneer één van de echtgenoten een beroepsinkomen heeft behaald dat geen 30 pct. van de totale beroepsinkomen van het gezin of 288.000 F bereikt, pas dan barema B toe op die totale beroepsinkomen (b.v. inkomen van de man 700.000 F en van de vrouw 300.000 F; neem de belasting op 800.000 F).

## 3. Belasting verschuldigd door echtgenoten die beiden beroepsinkomsten genieten

Indien beide echtgenoten eigen beroepsinkomsten genieten of indien één van de echtgenoten een meewerkinkomen (gedeelte van de inkomsten als zelfstandige toegekend aan de medewerkende echtgenoot) geniet van meer dan 30 pct. van het inkomen van de andere echtgenoot of van meer dan 288.000 F, wordt de totaal verschuldigde belasting geraamd door op het inkomen van elke echtgenoot de belasting verschuldigd door alleenstaanden toe te passen (zie sub 2, barema A) en hieraan een belastingcomplement van 18.500 F toe te voegen.

## 4. Verminderingen voor kinderen ten laste

Op de aldus berekende belasting worden de volgende verminderingen voor kinderen ten laste toegepast :

Aantal kinderen ten laste	Belastingverminderingen voor	
	A. Alleenstaanden	B. Gehuwden
1	9.250	9.250
2	25.350	24.000
3	68.650	62.500
4	124.300	116.300
5	184.150	176.750
6	244.000	236.600
7	303.850	296.450

## 5. Voorbeeld

Nettogezinsinkomen :

- nettoberoepsinkomen van de man : 800.000 F
- nettoberoepsinkomen van de vrouw : 500.000 F

Kinderen ten laste : 3.

## Berekening van de vermoede belasting

- op de inkomsten van de man (zie sub 2, barema A) :	248.050 F
- op de inkomsten van de vrouw (zie zelfde barema) :	113.050 F
subtotaal :	361.100 F
+ complement (zie 3 hiervoor)	+ 18.500 F
subtotaal :	379.600 F
- vermindering voor 3 kinderen ten laste (zie sub 4, barema B) :	- 42.500 F
Geraamde gezinsbelasting (1) :	317.100 F

(1) Voor toepassing van de gemeentebelasting en de eventuele agglomeratiebelasting.

**HOOFDSTUK 2 - VENNOOTSCHAPSBELASTING EN  
BELASTING DER NIET-VERBLIJFHOUDERS/  
VENNOOTSCHAPPEN**

**I. VOORAFGAANDE OPMERKING**

Het is niet mogelijk om, voor de raming van de vennootschapsbelasting en de belasting der niet-verblijfhouders/vennootschappen, gedetailleerde tabellen te publiceren die het juiste bedrag vermelden dat voor het aanslagjaar 1992, voor alle mogelijke gevallen verschuldigd is.

De hierna vermelde gegevens moeten nochtans toelaten het bedrag van de belasting voor het voormelde aanslagjaar bij benadering te berekenen.

**II. BELASTINGTARIEVEN**

**A. Vennootschapsbelasting die vermeerdering kan ondergaan**

**1° Belastbare inkomsten :**

a) Belgische vennootschappen op aandelen of ermee gelijkgestelde rechtspersonen naar Belgisch recht.

De naamloze vennootschappen en de commanditaire vennootschappen op aandelen, evenals enigereis vennootschap, vereniging, inrichting of instelling die in België op een andere wijze is opgericht dan in één der vormen bepaald in het Wetboek van Koophandel, zijn belastbaar op het totaal van :

- de gereserveerde winst;
- de verworpen uitgaven;

- en de dividenden, d.w.z. de aan de aandelen of delen uitgekeerde winst in naamloze vennootschappen en commanditaire vennootschappen op aandelen, of de aan de aangewende kapitalen uitgekeerde winst in vennootschappen, verenigingen, enz. gelijkgesteld met vennootschappen op aandelen naar Belgisch recht (1);

(1) Ingevolge tijdelijke wetsbepalingen kunnen in vennootschappen die tijdens ieder der jaren 1982 en 1983 zijn opgericht of hun kapitaal hebben verhoogd, de inkomsten, uitgekeerd aan aandelen of aan deelbewijzen van beleegde kapitalen ter vertegenwoordiging van inbrengsten in geld die gedaan zijn ter gelegenheid van gezegde verrichting, gedurende een aantal boekjaren uit de maatschappelijke winst worden gelooten voor zover die inkomsten niet moet bedragen dan een bepaald pct. van het werkelijk afbetaalde kapitaal. Een dergelijke maatregel geldt ook voor innovatievennootschappen en vennootschappen opgericht in een reconversiezone.

dit alles na de wettelijke aftrekkingen en na uitsluiting van de afzonderlijke belastbare vermogensaanwassen.

b) Andere Belgische handelsvennootschappen dan op aandelen.

Deze vennootschappen zijn belastbaar op het totaal van :

- de gereserveerde winst;
- de verworpen uitgaven;
- de inkomsten van belegde kapitalen d.w.z. de winsten die aan de werkende en stille vennoten zijn uitgekeerd als vergoeding van de door die vennoten in de vennootschap belegde kapitalen (1), alsmede de interesten uit voorschotten aan de vennootschap toegestaan door de vennoten of hun echtgenoten, alsook door hun kinderen van wier inkomsten zij het wettelijk genot hebben, behalve wanneer het gaat om voorschotten aan coöperatieve vennootschappen die door de Nationale Raad van de Coöperatie zijn erkend;

dit alles na de wettelijke aftrekkingen en na uitsluiting van de afzonderlijk belastbare vermogensaanwassen.

2° Tarief :

Het tarief van die vennootschapsbelasting is vastgesteld op 39 pct.

Wanneer het belastbaar inkomen niet meer dan 13.000.000 frank bedraagt, wordt de belasting evenwel als volgt vastgesteld :

- op de schijf van 0 tot 1 miljoen frank : 28 pct.;
- op de schijf van 1 miljoen frank tot 3.600.000 frank : 36 pct.
- op de schijf van 3.600.000 frank tot 13.000.000 frank : 41 pct.

De verminderde tarieven zijn nochtans niet van toepassing op :

- de in artikel 113, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde financiële vennootschappen;
- de vennootschappen (die geen door de Nationale Raad van de Coöperatie erkende coöperatieve vennootschappen zijn), waarvan de bewijzen van deelgerechtigdheid tenminste voor de helft in het bezit zijn van één of meer andere vennootschappen;

(1) Ingevolge tijdelijke wetsbepalingen kunnen in vennootschappen die tijdens ieder der jaren 1982 en 1983 zijn opgericht of hun kapitaal hebben verhoogd, de inkomsten, uitgekeerd aan aandelen of aan deelbewijzen van belegde kapitalen ter vertegenwoordiging van inbrengsten in geld die gedaan zijn ter gelegenheid van gezegde verrichting, gedurende een aantal boekjaren uit de maatschappelijke winst worden gesloten voor zover die inkomsten niet meer bedragen dan een bepaald pct. van het werkelijk afbetaalde kapitaal. Een dergelijke maatregel geldt ook voor innovatievennootschappen en vennootschappen opgericht in een reconversiezone.

- de vennootschappen waarvan de in artikel 98 of in artikel 100, 2°, van het voormelde Wetboek, bedoelde uitgekeerde winsten hoger zijn dan 13 pct. van het sechselfijf afgetaalde maatschappelijk kapitaal dat bij het begin van het belastbaar tijdperk nog is terug te betalen, met inbegrip van de uitgiftapremies en van de voorschotten verleend gedert tennissste één jaar, bedoeld in artikel 15, tweede lid, 2°, van dat Wetboek.

Artikel 127 van hetzelfde wetboek tenslotte, bepaalt dat het tarief van de vennootschapsbelasting wordt vastgesteld op :

- 21,5 pct. voor de Nationale Kas voor Beroepskrediet, het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, het Centraal Bureau voor de kleine spaarders, het Centraal Bureau voor hypotheecair krediet en de Belgische dienst voor bedrijfsleven en landbouw;
- 5 pct. voor de kredietkassen erkend door het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, de kredietverenigingen erkend door de Nationale Kas voor Beroepskrediet, de plaatselijke handelsvennootschappen en de gewestelijke of beroepsfederaties van deze laatste vennootschappen, die machtiging bezitten om krachtens de wet van 23 maart 1939, kredieten voor ambachtelijke outillering te verlenen;
- 5 pct. voor de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Leidsmaatschappij, alsmede voor de door hen erkende maatschappijen, voor de coöperatieve vennootschap Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België, voor het Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië en voor het Vlaams Woningfonds van de Grote Gezinnen en van de door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas erkende naamloze of coöperatieve vennootschappen die uitsluitend ten doel hebben leningen te doen met het oog op het bouwen, het aankopen of het inrichten van sociale woningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen, alsmede de uitrusting ervan met geschikt meubilair.

#### B. Belasting der niet-verkijhoudersvennootschappen

Het tarief van deze belasting is vastgesteld op 43 pct.

#### HOOFDSTUK 3. — RECHTSPERSONENBELASTING M. B. T. INTERCOMMUNALES

Artikel 137, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, bepaalt dat de intercommunales, bedoeld in artikel 94, tweede lid, a van voormeld Wetboek, eveneens belastbaar zijn op het totaal bedrag van de sommen verleend of toegekend als dividenden of vergelijkbare of soortgelijke uitkeringen aan om het even welke vereniging, inrichting of instelling die rechtspersoonlijkheid bezit, met uitzondering van die verleend of toegekend aan de Staat, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede aan andere intercommunales bedoeld in voormeld artikel 94, tweede lid, a.

Luidens artikel 39 van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen is de voormelde aanslag niet van toepassing op intercommunale verenigingen wat betreft hun activiteiten onderworpen aan de bijzondere aanslag, evenals hun activiteiten op het vlak van openbare verdeling van electriciteit.

Luidens artikel 138, tweede lid, 6°, van hetzelfde Wetboek, wordt de belasting op voormelde sommen berekend tegen het tarief van 15 pct.

Tenslotte bepaalt artikel 138bis van meergenoemd Wetboek dat de voormelde belasting eventueel wordt verhoogd zoals bepaald in de artikelen 89 tot 91 van hetzelfde Wetboek, ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen als bedoeld in die artikelen werden gedaan. Die vermeerdering wordt derhalve berekend volgens de regels die van toepassing zijn inzake de personenbelasting.

#### HOOFDSTUK 4. - FORFAITAIRE BELASTING VAN DE ELECTRICITEITSPRODUCENTEN

*(artikelen 34 tot 38 van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen - Belgisch Staatsblad van 29.12.1990)*

##### Artikel 34

Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet worden verstaan onder :

- electriciteitsproducenten : de vennootschappen onderworpen aan de Belgische vennootschapsbelasting, de in artikel 94, tweede lid, a), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde intercommunale verenigingen, de gemeentelijke regieën en diensten en de in artikel 139, 2°, van hetzelfde Wetboek bedoelde niet-verblijfhouders, die over een Belgische inrichting beschikken in de zin van artikel 141 van hetzelfde Wetboek, waarvan de activiteit hoofdzakelijk of bijkomstig bestaat uit de productie van electriciteit met het oog op de verkoop hiervan;
- eindverbruikers van de distributie : de in België gevestigde laag- en hoogspanningsklanten die voor eigen verbruik electriciteit aankopen bij de in artikel 94, tweede lid, a), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bedoelde intercommunale verenigingen, de concessiehouders en de gemeentelijke regieën en diensten, waarvan de activiteit hoofdzakelijk of bijkomstig bestaat uit de openbare verdeling van electriciteit;
- de verantwoordelijkheid van de producent : de verantwoordelijkheid van de producent bestaat uit het rechtstreeks of onrechtstreeks garanderen van elektrische energie aan de eindverbruikers zowel langs de opwekking van electriciteit met eigen produktiemiddelen, met produktiemiddelen die door derden worden ter beschikking gesteld of met gemeenschappelijk gefinancierde centrales waarin de producent deelneemt zowel in België als in het buitenland, als langs de aankopen in binnen- en buitenland van electriciteit bij niet aan de in artikel 35 bedoelde bijzondere aanslag onderworpen producenten en de verkopen van electriciteit aan buitenlandse natuurlijke en rechtspersonen, niet onderworpen aan die bijzondere aanslag, voor zover en in de mate deze buitenlandse personen in België electriciteit verkopen.

Voor verkopen tussen elektriciteitsproducenten binnen het kader van coördinatie-uitwisselingen draagt de koper de verantwoordelijkheid van producent.

Artikel 35

§ 1. Ten aanzien van de elektriciteitsproducenten wordt een bijzondere aanslag vastgesteld. Die aanslag wordt berekend tegen een aanslagvoet van 39 pct. De belastbare grondslag is gelijk aan 8,5 pct. van het verschil tussen enerzijds, de inkomsten, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, uit de verkoop van elektriciteit aan de eindverbruikers van de distributie en anderzijds de kostprijs van de brandstof gebruikt om de aan die eindverbruikers verkochte elektriciteit te produceren.

§ 2. Het gedeelte van de bedoelde belastbare grondslag, dat voor de berekening van de bijzondere aanslag per elektriciteitsproducent in aanmerking dient te worden genomen, stemt overeen met het aandeel in het totaal van de elektriciteitsverkopen van alle elektriciteitsproducenten aan eindverbruikers in het Rijk, waarvoor hij de verantwoordelijkheid van producent heeft.

§ 3. ....

§ 4. De bepalingen van titel VII van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zijn van toepassing op de bijzondere aanslag.

Artikel 36

De bijzondere aanslag zoals bedoeld in artikel 35, wordt vermeerderd op de in de artikelen 89 en 91 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen vastgestelde wijze in geval geen of ontoereikende voorafbetalingen als bedoeld in die artikelen werden gedaan. De bepalingen van artikel 89, 89 § 2 en 91 van hetzelfde Wetboek zijn evenwel niet van toepassing.

De voorafbetalingen worden verrekend met de bijzondere aanslag en het saldo wordt teruggegeven indien het ten minste 100 frank bedraagt.